

MINISTERE DE L'ENERGIE

AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)

REVUE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2009 GROUPE II

RAPPORT DEFINITIF

MARS 2011

**CABINET EAC (EXPERTISE, AUDIT, COMMISSARIAT AUX COMPTES)
57, AVENUE ALBERT SARRAUT DAKAR BP 22457 DAKAR – PONTY
TEL: 33 823 58 16 / 33 821-97-41 FAX: 842 23 48 email: sdvh@orange.sn**

A l'Attention de Monsieur le Directeur Général
de l'Agence Sénégalaise D'électrification Rurale (ASER)
S/C
de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)
rue Alpha Hachamiyou Tall x Rue Kleber Dakar

OPINION

Nous avons examiné le respect par l'ASER du processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect de sa part des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux Normes Internationales d'Audit (International Standards on Auditing, ISA) ainsi que celles appliquées par l'Ordre National des Experts Comptables et Comptables Agréés du Sénégal (ONECCA) et la profession comptable en la matière. Ces normes requièrent que la vérification soit planifiée et réalisée en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que **l'ASER** a respecté les dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Une vérification de cette nature consiste à examiner par sondages, les éléments probants appropriés.

Nous estimons que notre examen constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

I. LIMITATIONS

1. Les documents justifiant la situation des paiements afférents à deux (2) Appels d'Offres sur trois (3) n'ont pas été mis à notre disposition.
2. La situation des paiements afférents aux DRP que nous avons examinées n'a pas été mise à notre disposition.
3. Les supports de publication de l'avis d'attribution définitive de deux (2) Appels d'Offres sur trois (3) n'ont pas été mis à notre disposition.
4. Les conclusions de l'audit physique des marchés de l'ASER au titre de l'exercice 2009 ne sont pas encore disponibles, les travaux étant toujours en cours.

II. RESERVES

Sur les Marchés par Appel d'Offres

1. Contrairement aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 du CMP, l'Avis Général de Passation des Marchés a été publié le 05/03/2009, hors délai réglementaire. Le délai réglementaire étant le 31 janvier.
2. Les délais moyens de passation ont été anormalement longs. Ils ont été en moyenne de 62 jours, soit environ deux (2) mois. En effet, ces délais varient de 29 à 113 jours pour l'ensemble des Appels d'Offres examinés.
3. L'ASER a été représentée par cinq (5) membres au lieu des quatre (4) prévus par les dispositions de l'article 2.d de l'arrêté MEF n°011588 du 28/12/2007. Un responsable des approvisionnements et marchés n'est pas représenté. Les services techniques auraient dû être représentés par un seul responsable et un suppléant, même s'ils sont de Directions techniques différentes. Contrairement à l'article 6 dudit arrêté, l'acte de nomination des membres de la Commission de marchés n'a été communiqué que le 10/02/2009 à la DCMP, par Lettre n° 09_131/AD/nrd du 10/02/2009, au lieu du 05/01/2009, délai réglementaire. La lettre de transmission de l'acte de nomination à l'ARMP n'a pas été mise à notre disposition.
4. Conformément aux dispositions de l'article 141 du CMP, la Commission des Marchés a établi le 19 Mars 2010 un Rapport annuel. Cependant, la lettre de transmission de ce rapport annuel à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été mise à notre disposition. Par ailleurs, aux termes de ce Rapport, la Commission des Marchés n'a pas instruit les Demandes de propositions financées par l'Etat et les Demandes de renseignements et de prix alors qu'il apparaît clairement que des dépenses de même nature ont été mises dans des demandes de renseignements et de prix différentes dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres.
5. Contrairement à l'article premier de l'arrêté MEF N°11586 du 28/12/2007, la Cellule n'a pas établi de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP.

Sur les Marchés par DRP

1. Les listes restreintes établies dans le cadre de DRP ne sont pas suffisamment diversifiées. En effet, certains candidats ont été présélectionnés au moins sept (7) fois sur les 33 DRP.
2. La publication des avis d'attributions des DRP n'est pas obligatoire. Toutefois, l'ASER s'est soustraite de son obligation d'informer les soumissionnaires non retenus en violation des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

3. L'examen des DRP fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des Demandes de renseignements et de prix différents dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres, ce qui correspondrait à des fractionnements de marchés.

A notre avis, compte tenu de l'importance des limitations décrites au paragraphe I ci-dessus et dont le dénouement pourrait se traduire par des anomalies significatives au regard du respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés et sous réserve de l'effet des situations décrites au paragraphe II ci-dessus, l'ASER ne s'est pas conformée au titre de l'exercice budgétaire 2009, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Dakar, le 31 mars 2011

Pour le Cabinet EAC

Serge HOUETO

Associé Gérant

SOMMAIRE

OPINION	2
1.1 CONTEXTE.....	7
1.1.1 PRESENTATION DE L'ASER.....	8
1.1.2 MODALITES D'INTERVENTION	10
1.1.2.1 AUDIT PASSATION	10
1.1.2.2 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE	12
1.1.2.3 SUPPORT INFORMATIQUE.....	13
1.2 CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS	13
1.3 CONSTATS D'AUDIT	13
1.3.1 ÉCHANTILLONS	13
1.3.2. CONSTATS GENERAUX RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES.....	14
1.3.3. CONSTATS SPECIFIQUES RELATIFS A LA PASSATION DES MARCHES	16
1.3.4. CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION FINANCIERE	18
1.3.5 RECOMMANDATIONS	19
2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT	20
2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCES.....	20
2.2. METHOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE	24
2.3 DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT	25
2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES	25
2.3.3. AUDIT TECHNIQUE	26
2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT	27
2.4.1 ÉCHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES	27
2.4.2. ÉCHANTILLON POUR L'AUDIT TECHNIQUE.....	27
3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES	28
3.1. RAPPELS	28
3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR	28
3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS	37
3.2.1. RESPONSABILISATION DES MO ET MOD	37
3.2.1.1 MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA CPM.....	37
3.2.1.2 CAPACITE DE LANCER DES MISES EN CONCURRENCE.....	38
3.2.2. EXERCICE DES CONTROLES.....	38
3.2.2.1 RAPPELS	38
3.2.2.2 EXERCICE DES CONTROLES.....	39
3.2.2.3 FONCTIONNEMENT DES CSCM.....	40
3.2.2.4 ROLE DU CONTROLEUR FINANCIER.....	40
3.2.3. REGULATION	41
4.1.1.1 CARENCE DOCUMENTAIRE CONCERNANT LA PASSATION	43
4.1.1.2 CARENCE DOCUMENTAIRE CONCERNANT L'EXECUTION FINANCIERE	44
4.1.2. FRACTIONNEMENTS POTENTIELS	44

4.1.2.1 RAPPELS	44
4.1.2.2 ÉVALUATION DES FRACTIONNEMENTS POTENTIELS	45
4.2. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES	46
4.2.1. DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (DAO).....	46
4.2.1.1. RAPPELS	46
4.2.1.2 CONSTATS.....	47
4.2.1.3 COMMENTAIRES.....	47
4.2.2. AVIS D'APPELS D'OFFRES (AAO).....	47
4.2.2.1 RAPPELS	47
4.2.2.2 CONSTATS.....	47
4.2.2.3 COMMENTAIRES.....	48
4.2.3. RECEPTION ET DEPOUILLEMENT DES OFFRES	48
4.2.3.1 RAPPELS	48
4.2.3.2 CONSTATS.....	48
4.2.3.3 COMMENTAIRES.....	49
4.2.4. ÉVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES	49
4.2.4.1 RAPPELS	49
4.2.4.2 CONSTATS RELATIFS A L'ÉVALUATION	50
4.2.4.3 COMMENTAIRES RELATIFS A L'ÉVALUATION	50
4.2.4.4 CONSTATS RELATIFS A L'ATTRIBUTION	50
4.2.4.5 COMMENTAIRES RELATIFS A L'ATTRIBUTION.....	50
4.2.5. CAS PARTICULIERS DES MARCHES DE GRE A GRE	50
4.2.5.1 RAPPELS	50
4.2.5.2 CONSTATS.....	51
4.2.5.3 COMMENTAIRES.....	51
4.2.6. DELAIS DE PASSATION DES MARCHES.....	51
4.2.6.1 RAPPELS	51
4.2.6.2 CONSTATS.....	52
4.3. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE.....	52
4.3.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER.....	52
4.3.1.1 CONCERNANT L'ENGAGEMENT	52
4.3.1.2 CONCERNANT LE CONTROLE ET DE LA CERTIFICATION ET DU SERVICE FAIT.....	52
4.3.2.1 PRODUCTION ET GESTION DES GARANTIES CONTRACTUELLES.....	54
4.3.2.2 CONSTATS D'AUDIT - ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES DEPENSES	54
4.3.2.3 RECEPTIONS ET PAIEMENT DES PRESTATIONS	54
5.1.1. RECOMMANDATION RELATIVE A L'ARCHIVAGE.....	54
ANNEXE	
ANNEXE I : COMMENTAIRES DE L'ASER / OBSERVATION SUITE AU RAPPORT PROVISOIRE	56
ANNEXE II : NOS OBSERVATIONS	60
Annexe 7 : Qualité, transparence et efficacité des opérations de passation des marchés	62
Annexe 8 : Organisation institutionnelle de l'Autorité contractante	64

1. DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

- i) Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.
- ii) Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).
- iii) Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.
- iv) En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, **à la fin de chaque gestion budgétaire**, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.
- v) La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2009 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

1.1.1 PRESENTATION DE L'ASER

Le Gouvernement du Sénégal a engagé une restructuration en profondeur du secteur de l'électricité.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Assurer la garantie de l'approvisionnement en électricité des populations et des autres consommateurs, dans des conditions de sûreté et de prix compatibles avec la situation économique du pays ;
- Accélérer l'électrification.

La restructuration engagée s'est concrétisée par :

- L'adoption de la loi d'orientation n° 98-29 du 14 avril 1998 et de plusieurs décrets d'application, qui définissent notamment le nouveau cadre institutionnel et réglementaire de l'électrification rurale, et créent la Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité (CRSE) ;
- La privatisation de la Société Nationale d'Electricité qui intervient désormais en tant qu'attributaire d'une concession de service public ;
- La définition d'une nouvelle stratégie de l'électrification rurale.

La nouvelle stratégie repose sur les principes de base suivants :

- Affirmer le caractère prioritaire et spécifique de l'électrification rurale, relevant à la fois du secteur marchand et de l'équipement rural, concrétisé par la création de l'Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale (ASER) par décret 99-1254 du 30 décembre 1999 ;
- Situer l'électrification rurale dans une perspective de développement économique et social durable, par une exigence de reproductibilité et de viabilité technique et économique dans le montage des opérations ;
- Impliquer le secteur privé, le secteur associatif et les collectivités locales en position d'acteurs moteurs de l'électrification rurale.

ASER est une unité autonome de service du Ministère de l'Energie, chargée de promouvoir l'électrification rurale à travers un soutien aux initiatives au niveau national et au niveau international, en particulier pour développer les programmes d'électrification arrêtés sur la base du plan d'électrification défini par le Ministère de l'Energie.

Les activités de l'ASER sont régies par une Lettre de mission du Ministère chargé de l'Energie. Cette Lettre de mission fixe aussi des indicateurs de performance précis à l'Agence.

Pour accomplir la mission qui lui est confiée par le Gouvernement, l'ASER a conçu un tissu organisationnel très opérationnel composé d'un Conseil d'Administration, d'une Direction Générale, d'un Comité des Prêts et Subventions, dont les attributs sont précisés par décret.

Mission

Assurer la promotion et le développement de l'électrification rurale, en accordant une assistance technique et financière aux entreprises et aux particuliers intervenant dans le secteur de l'électricité.

Cette mission se décline comme suit :

Information :

- Campagne d'information générale sur le cadre de l'électrification rurale (ER) ;
- Valorisation de l'expérience acquise au Sénégal et ailleurs.

Développement de l'offre de services :

- Renforcement de l'expertise nationale ;
- Renforcement de l'offre des services techniques ;
- Développement de l'offre des services financiers adaptés ;
- Développement de solutions novatrices à moindre coût.

Maitrise d'ouvrage déléguée pour l'exécution des PPER :

- Définition des programmes prioritaires d'ER ;
- Attribution de concession dans le cadre du Programme prioritaire d'électrification rurale (PPER) par appels d'offres ;
- Assistance technique aux attributaires des concessions ;
- Suivi-contrôle de l'exécution des PPER ;
- Appui au montage des projets ERIL (Electrification Rurale d'Initiative Locale).

Appui au montage des projets ERILS :

- Assistance technique et financière.

Gestion des financements pour l'ER :

- Mobilisation des financements auprès des bailleurs de fonds ;
- Choix de la politique de financement de l'ER ;
- Mise en œuvre de la politique de financement.

Suivi et contrôle des activités de l'ER :

- Contrôle de qualité des composants utilisés en ER ;
- Suivi de la réalisation des projets ER ;
- Suivi et évaluation du Plan d'action sénégalais d'électrification rurale (PASER) ;
- Assistance au règlement de conflits entre usagers et opérateurs.

1.1.2 MODALITES D'INTERVENTION

1.1.2.1 AUDIT PASSATION

Méthodologie

Bien que s'agissant d'une mission spécifique avec des particularités, sa réalisation donnera lieu à la mise en œuvre de normes d'audit généralement admises. Pour cela, un certain nombre d'étapes pouvant se résumer comme suit, seront respectées.

Prise de connaissance

En raison du nombre d'autorités contractantes, pour chacune d'entre elles nous passerons d'abord par une phase essentielle intitulée « Prise de connaissance » qui permet de rassembler toutes les informations générales et particulières se rapportant à la structure. Elles passent par son organisation, son fonctionnement, les ressources humaines, son activité. Cette phase permet d'identifier les points forts et les points faibles. Elle nous permet d'identifier les points sur lesquels nous pourrions nous reposer lors de nos contrôles. Au cours de cette phase sont également privilégiés les entretiens avec le Personnel.

Analyse des types d'appels d'offres

Après la phase de prise de connaissance générale, nous procéderons à une analyse approfondie des différents types de marchés que l'Autorité contractante a eu à signer au cours de l'exercice. Cette phase nous aidera pour la sélection des marchés à auditer et pour déterminer la nature des contrôles qui seront mis en œuvre afin de répondre aux objectifs de la mission.

Validation des différentes étapes à retenir en fonction du type d'appel d'offres

Sur la base des procédures en vigueur au sein de l'Autorité contractante, nous nous assurerons que les étapes retenues pour chaque type d'appels d'offres sont conformes aux dispositions du Code des Marchés Publics. Nous mettrons en évidence les points pouvant paraître contestables, nous ferons toute investigation pouvant justifier leur choix. Des entretiens seront entrepris avec les services internes des Autorités contractantes afin d'obtenir des précisions sur certains points.

Sélection et validation des échantillons de contrats

Après avoir effectué les phases indiquées ci-avant, nous procéderons à la sélection des contrats devant faire l'objet de contrôle conformément aux critères fixés dans les termes de référence. Cette phase de la mission revêt un caractère très important, puisqu'elle va constituer la base de nos contrôles à partir de laquelle nous nous prononcerons sur la recevabilité ou non des contrats signés par l'Autorité contractante. L'échantillon devra être composé comme suit :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe).
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe).
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et, 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

Les vérifications seront faites conformément aux éléments indiqués dans les termes de référence en fonction des phases prévues pour chaque type de marchés.

1.1.2.2 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Tous les marchés sélectionnés ne pouvant pas faire l'objet d'un contrôle physique (nettoyage, désherbage, gardiennage, fournitures fongibles à consommation immédiate etc.), nous devons prévoir de procéder à un deuxième échantillonnage de marchés devant être soumis à une vérification physique approfondie. Ainsi, l'audit de contrôle physique devra porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'Autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Comme indiqué dans les TDR, nous prévoyons l'intervention de 2 experts « domaines » dont le profil sera déterminée après la constitution des échantillons.

Pour chaque marché sélectionné, les contrôles porteront sur les points ci-après :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

De façon plus précise, pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- La conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive,
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site,
- L'état de fonctionnement des ouvrages,
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché,
- La cohérence des quantités,
- La mise à jour de mal façons,
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages.

Pour les marchés passés par entente directe, des dispositions devront être prises pour valider les prix de revient.

Dans les recommandations qui seront faites, des indications claires seront données pour les marchés dans lesquels il y a des indices de fraudes et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

L'audit de l'exécution physique constitue la seconde phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

1.1.2.3SUPPORT INFORMATIQUE

Durant toute la Mission les Equipes ont disposé de supports informatiques adéquats pour la collecte des données et leur traitement.

1.2 CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1 ÉCHANTILLONS

Au titre de la gestion 2009, l'ASER a passé au total 43 marchés publics pour un montant total de F.CFA 11 772 833 810 dont :

- trois (3) Appels d'Offres Ouverts (AOO) pour un montant total de F.CFA 10 093 141 110 ;
- six (6) Demandes de Propositions (DP) pour un montant total de F.CFA 750 955 647 ;
- et trente trois (33) Demandes de Renseignement et de Prix (DRP) pour un montant total de F.CFA 928 737 053.

La revue indépendante de la conformité de la passation des marches de l'ASER a concerné :

- l'ensemble des marchés d'AOO pour un montant total de F.CFA 10 093 141 110 soit 100% ;
- trois (3) DP pour un montant total de F.CFA 687 540 647 soit 92% ;
- et dix sept (17) DRP pour un montant total de F.CFA 641 182 904 soit 69%.

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	3	10 093 141 110	3	10 093 141 110
Appel d'offres restreint (AOR)	0	0	0	0
Prestations intellectuelles (PI)	6	750 955 647	3	687 540 647
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	33	928 737 053	17	641 182 904
Entente directe (ED)	0	0	0	0
TOTAL	42	11 772 833 810	23	11 421 864 661
			55% du total	97% du total

1.3 .2. CONSTATS GENERAUX RELATIFS A LA PASSATION ET A L'EXECUTION DES MARCHES

RUBRIQUES	CONSTATS
Publication de l'Avis Général de Passation des Marchés	Contrairement aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 du CMP, l'Avis Général de Passation des Marchés a été publié le 05/03/2009 hors délai réglementaire, le délai réglementaire étant le 31 janvier.
Délais moyens de passation de marchés	Les délais moyens de passation ont été anormalement longs. Ils étaient de 62 jours soit environ deux (2) mois. En effet, ces délais vont de 29 à 113 jours pour l'ensemble des Appels d'Offres examinés.
PV d'ouverture des plis des Appels d'Offres	Les PV d'ouverture des plis des Appels d'Offres n'ont pas été transmis aux soumissionnaires, en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP. Par ailleurs, la Commission des marchés ayant procédé à l'ouverture des plis de l'Appel d'Offres International N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » n'est pas compétente. En effet, contrairement aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté MEF N° 011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP, le rapporteur de la commission des marchés désigné par l'ASER n'est pas un membre de la cellule de passation des marchés. En outre, une personne non membre de la commission des marchés a siégé à l'ouverture des plis.
Dossier d'Appel d'Offres	Contrairement aux dispositions de l'article 45-e du CMP, le DAO portant sur l'Appel d'Offres International N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » n'a pas pris en compte la Déclaration de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics.
Publication des avis d'attribution définitive des Appels d'Offres	Les supports de publication de l'avis d'attribution définitive de deux (2) Appels d'Offres sur trois (3) n'ont pas été mis à notre disposition.
Réception provisoire ou définitive des travaux relatifs aux Appels d'Offres.	Les documents (PV de réception) justifiant la réception provisoire ou définitive des travaux relatifs aux Appels d'Offres n'ont pas été mis à notre disposition.
Situation des paiements afférents aux Appels d'Offres.	Les documents justifiant la situation des paiements afférents à deux (2) Appels d'Offres sur trois (3) n'ont pas été mis à notre disposition.
Listes restreintes établies dans le cadre de DRP	Les listes restreintes établies dans le cadre de DRP ne sont pas suffisamment diversifiées. En effet, certains candidats ont été présélectionnés au moins sept (7) fois sur les 33 DRP.

Publication des avis d'attributions des DRP	La publication des avis d'attributions des DRP n'est pas obligatoire. Toute fois, l'ASER s'est soustraite de son obligation d'informer les soumissionnaires non retenus en violation des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.
Réception des travaux relatifs aux DRP.	Les documents justifiant la réception des biens, fournitures ou travaux n'ont pas été mis à notre disposition.
Situation des paiements afférents aux DRP	La situation des paiements afférents aux DRP que nous avons examinées n'a pas été mise à notre disposition.
Dépenses de même nature	L'examen des DRP fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des Demandes de renseignements et de prix différents dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres.
Nomination des membres de la Commission des Marchés	L'ASER a été représentée par cinq (5) membres au lieu des quatre (4) prévus par les dispositions de l'article 2.d dudit arrêté. Un responsable des approvisionnements et marchés n'est pas représentés. Les services techniques auraient dû être représentés par un seul responsable et un suppléant, même s'ils sont de Directions techniques différentes. Contrairement à l'article 6 dudit arrêté, l'acte de nomination des membres de la Commission de marchés n'a été communiqué que le 10/02/2009 à la DCMP, par Lettre n° 09_131/AD/nrd du 10/02/2009, au lieu du 05/01/2009, délai réglementaire. La lettre de transmission de l'acte de nomination à l'ARMP n'a pas été mise à notre disposition.
Rapport annuel de la Commission des Marchés	Conformément aux dispositions de l'article 141 du CMP, la Commission des Marchés a établi le 19 Mars 2010 un Rapport annuel. Cependant, la lettre de transmission de ce rapport annuel à la DCMP et à l'ARMP n'est pas mise à notre disposition. Par ailleurs, aux termes de ce Rapport, la Commission des Marchés n'a pas instruit les Demandes de propositions financées par l'Etat et les Demandes de renseignements et de prix alors qu'il apparaît clairement que des dépenses de même nature ont été mises dans des Demandes de renseignements et de prix différentes dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres.
Secrétariat de la Commission des Marchés	Le secrétariat n'est pas systématiquement assuré par les membres de la cellule de passation de marchés. En effet, le rapporteur de la commission des marchés ayant procédé à l'ouverture des plis de l'Appel d'Offres N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » n'est pas un membre de la cellule de passation des marchés conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté MEF N° 011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP.
Archivage des documents par la Cellule de Passation de Marchés	L'archivage des documents de marchés par la cellule n'est pas effectif et exhaustif. En effet, la situation des paiements afférents aux DRP et à certains Appels d'Offres ainsi que les documents justifiant la réception des biens, fournitures ou travaux, le support de publication de l'avis d'attribution provisoire et la lettre de notification écrite de l'Appel d'Offres N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » n'ont pas été mis à notre disposition.
Rapport trimestriel de la Cellule de Passation des Marchés	Contrairement à l'article premier de l'arrêté MEF N°11586 du 28/12/2007, la Cellule n'a pas établi de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP.

1.3.3. CONSTATS SPECIFIQUES RELATIFS A LA PASSATION DES MARCHES

Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de LOUGA – KEBEMER – LINGUERE	
Rubriques	Descriptions
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° CER 02/AOI/08
Montant du Marché	F.CFA 7 134 268 760 TTC
Attributaire	OFFICE NATIONALE DE L'ELECTRICITE (ONE) du Maroc – Casablanca 2000, n°65 rue Othman Ben Affan – Casablanca Maroc
Constats	Le délai observé pour l'évaluation des offres de cet Appel d'Offres est anormalement long. Il est de 29 jours soit presque 1 mois
	Absence de transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP.
	Absence du support de publication de l'avis d'attribution provisoire.
	Absence du support de publication de l'avis d'attribution définitive.
	Absence de documents (PV de réception) justifiant la réception provisoire ou définitive des travaux.

Fourniture et Pose de matériels pour installations intérieures et branchements basse tension et construction des niches de comptage destinées aux abonnés des Gestionnaires Délégués Transitoires (GDT) dans les localités électrifiées par l'ASER	
Rubriques	Descriptions
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 04/AOI/06
Montant du Marché	F.CFA 618 202 701 TTC
Attributaires	Lot 1, 2, 3 et 5 : ETM (Entreprise Travaux Modernes) - SODIDA BP 17425 - Dakar, Sénégal. Montant : F.CFA 460 556 083 TTC
	Lot 4 : SLS (Socer Lambert Somec) - Zone Industrielle Sud Rocade Hann Bel Air - BP 3844 - Dakar, Sénégal. Montant : F.CFA 157 646 613 TTC

Constats	Le délai observé pour l'évaluation des offres de cet Appel d'Offres est anormalement long. Il est de 113 jours soit presque 3 mois 20 jours.
	Absence de transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP.
	Absence du support de publication de l'avis d'attribution définitive.
	Absence de documents (PV de réception) justifiant la réception provisoire ou définitive des travaux.
Fourniture, Transport et Pose de matériels électriques de réseau MT/BT pour l'électrification de 100 villages	
Rubriques	Descriptions
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 02/08/ASER/ETAT
Montant du Marché	F.CFA 2 340 669 649 TTC
Attributaires	Lot 1 et 2 : Groupement ELOF & SNIE - Rue 22 X Médina Dakar Sénégal - BP 312 Dakar. Montant : F.CFA 316 494 480 TTC
	Lot 3 et 4 : COSELEC - Zone Industrielle Sud, Rocade Hann Bel Air - BP 981 Dakar. Montant : F.CFA 366 268 285 TTC
	Lot 5 : SCTDF/Sarl (Société de Construction et de Commerce Touba Darou Fanaye)- Touba 28 en face Grande Mosquée de Touba - BP 261 - Tel : 33 978 07 48. Montant : F.CFA 184 071 400.
	Lot 6 : Groupement Entreprise Omar DIENE et Etablissement Tambédou et Fils (EOD & ETF) - Santa Yalla Rufisque - BP 6913 Rufisque, Sénégal - Tel : 33 849 34 60. Montant : 174 114 284 TTC
	Lot 7, 8, 9 et 10 : Groupement SHYB-SAU & SAGECO-SAU (G3S) - Cité Assemblée n°28 Ouakam - Tel : 77 782 44 73. Montant : 782 321 200 TTC
	Lot 11 : Entreprise Travaux Modernes (ETM) - SODIDA - BP 17425, Dakar, Sénégal. Montant : F.CFA 517 400 000 TTC.
Constats	Le délai observé pour l'évaluation des offres de cet Appel d'Offres est anormalement long. Il est de 46 jours soit presque 1 mois 15 jours.
	Absence de transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, en violation des dispositions de l'article 67.4 du CMP.
	Absence de documents (PV de réception) justifiant la réception provisoire ou définitive des travaux

1.3.4. CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION FINANCIERE

Fourniture et Pose de matériels pour installations intérieures et branchements basse tension et construction des niches de comptage destinées aux abonnés des Gestionnaires Délégués Transitoires (GDT) dans les localités électrifiées par l'ASER	
Rubriques	Descriptions
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 04/AOI/06
Montant du Marché	F.CFA 618 202 701 TTC
Attributaires	Lot 1, 2, 3 et 5 : ETM (Entreprise Travaux Modernes) - SODIDA BP 17425 - Dakar, Sénégal.
	Lot 4 : SLS (Socer Lambert Somec) - Zone Industrielle Sud Rocade Hann Bel Air - BP 3844 - Dakar, Sénégal.
Constats	Absence de documents justifiant la situation des paiements afférents à cet Appel d'Offres.

Fourniture, Transport et Pose de matériels électriques de réseau MT/BT pour l'électrification de 100 villages	
Rubriques	Descriptions
Type de Marché	Travaux
Mode de Passation	AOO
Référence du Marché	N° 02/08/ASER/ETAT
Montant du Marché	F.CFA 2 340 669 649 TTC
Attributaires	Lot 1 et 2 : Groupement ELOF & SNIE - Rue 22 X Médina Dakar Sénégal - BP 312 Dakar. Montant : F.CFA 316 494 480 TTC
	Lot 3 et 4 : COSELEC - Zone Industrielle Sud, Rocade Hann Bel Air - BP 981 Dakar. Montant : F.CFA 366 268 285 TTC
	Lot 5 : SCTDF/Sarl (Société de Construction et de Commerce Touba Darou Fanaye)- Touba 28 en face Grande Mosquée de Touba - BP 261 - Tel : 33 978 07 48. Montant : F.CFA 184 071 400.
	Lot 6 : Groupement Entreprise Omar DIENE et Etablissement Tambédou et Fils (EOD & ETF) - Santa Yalla Rufisque - BP 6913 Rufisque, Sénégal - Tel : 33 849 34 60. Montant : 174 114 284 TTC
	Lot 7, 8, 9 et 10 : Groupement SHYB-SAU & SAGECO-SAU (G3S) - Cité Assemblée n°28 Ouakam - Tel : 77 782 44 73. Montant : 782 321 200 TTC.
	Lot 11 : Entreprise Travaux Modernes (ETM) - SODIDA - BP 17425, Dakar, Sénégal. Montant : F.CFA 517 400 000 TTC.
Constats	Absence de documents justifiant la situation des paiements afférents à cet Appel d'Offres.

1.3.5 RECOMMANDATIONS

Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de LOUGA – KEBEMER – LINGUERE	
Recommandations	Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés. Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.
Commentaires de l'ASER	
Appréciation du Cabinet	

Fourniture et Pose de matériels pour installations intérieures et branchements basse tension et construction des niches de comptage destinées aux abonnés des Gestionnaires Délégués Transitoires (GDT) dans les localités électrifiées par l'ASER	
Recommandations	Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés. Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.
Commentaires de l'ASER	
Appréciation du Cabinet	

Fourniture, Transport et Pose de matériels électriques de réseau MT/BT pour l'électrification de 100 villages	
Recommandations	Renforcement de capacités des membres de la Commission des marchés. Amélioration de la qualité de l'archivage des documents de marchés.
Commentaires de l'ASER	
Appréciation du Cabinet	

2. DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1. RAPPEL DES TERMES DE REFERENCES

TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqués à l'annexe 1), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle que soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.

A cet égard, il devra notamment :

- a) en début de mission, sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - ✓ au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - ✓ au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - ✓ au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - ✓ 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b) vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;

- c) examiner et analyser le respect certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d) établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP)
- e) analyser l'organisation en général et des structures (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) intervenant dans le processus de passation et d'exécution des marchés en particulier ; diagnostic approfondi des cellules des marchés.
- f) faire des vérifications sur :
 - ✓ l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires ;
 - ✓ la production des cautions d'avance de démarrage et de bonne exécution ;
 - ✓ l'émission des ordres de service s'agissant des travaux ;
 - ✓ la réception par les commissions ad-hoc des travaux et fournitures ;
 - ✓ la mise à jour du manuel des procédures de marchés et DRP s'agissant des Etablissements Publics, Agences et SPPM ;
 - ✓ la tenue des registres de marchés côtés et paraphés, mis à jour ;
 - ✓ l'application des pénalités de retard prévues ;
- g) examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés ;
- h) formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP.
- i) en fin de mission assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice de 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant fera son affaire le recensement de l'ensemble des marchés des autorités contractantes et de la validation des listes qui lui seront transmises par confrontation avec les données qu'il aura recueillies, à cet effet, auprès des services compétents, **notamment de la DCMP** et d'autres services du Ministère de l'Economie et des Finances.

Le Consultant pourra demander à l'autorité contractante tous les documents pouvant lui permettre de contrôler l'exhaustivité et l'exactitude des informations communiquées (états d'exécution budgétaires, balances auxiliaires des comptes fournisseurs, extraits de grands livres....). Conformément aux principes d'audit, le consultant devra également procéder aux recoupements et confirmations d'informations des autorités contractantes par rapport à d'autres sources telles que la DCMP, etc. ;

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

Cette liste d'activités n'est pas exhaustive et le Consultant devra faire appel à son expérience pour proposer toute activité pertinente susceptible de contribuer à l'accomplissement satisfaisant des objectifs globaux et spécifiques de la mission.

Enfin, la mission doit être exécutée conformément aux normes d'audit internationalement reconnues.

DISPOSITIONS PARTICULIERES POUR L'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Tous les marchés sélectionnés ne pouvant pas faire l'objet d'un contrôle physique (nettoyage, désherbage, gardiennage, fournitures fongibles à consommation immédiate etc.), le Consultant procèdera à un deuxième échantillonnage de marchés devant être soumis à une vérification physique approfondie. A ce propos, l'audit de contrôle physique portera sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le Consultant devra prévoir dans son offre et dans sa méthodologie l'intervention d'un ou deux experts « domaines » dont le profil sera déterminé a posteriori après la constitution des échantillons. Le temps d'intervention des experts « domaines » ne devra pas dépasser 30 hommes jours.

Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;

- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- La conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

Pour les marchés passés par entente directe, le consultant prendra les dispositions pour s'assurer le contrôle des prix de revient.

Dans ses recommandations, le Consultant donnera des indications claires sur les marchés dans lesquels il ya des indices des fraudes et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

La liste des marchés passés par autorité contractante est donnée dans le portail des marchés publics du Sénégal (www.marchespublics.sn) à titre indicatif.

Le Consultant accordera une importance particulière aux recommandations que lui inspire la revue effectuée au niveau de chaque autorité contractante. Ces recommandations seront formulées de manière explicite avec des indications précises sur leur mise en œuvre.

2.2. METHOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

Calendrier et modalités d'émission des rapports :

Rapports	Date
Rapport provisoire pour <u>chaque autorité contractante auditée</u> en dix (10) exemplaires + rapports sur support informatique (CD). Chaque rapport doit comprendre : <ul style="list-style-type: none">▪ un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP▪ un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.	J + 60 jours
Une synthèse des rapports provisoires	J + 60 jours
Rapport définitif pour <u>chaque autorité contractante auditée</u> en dix (10) exemplaires + rapports sur support informatique (CD). Chaque rapport doit comprendre : <ul style="list-style-type: none">▪ un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP▪ un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.	J + 90 jours
Une synthèse des rapports définitifs	J + 90 jours

Notre équipe d'intervenants :

✓ Intervenants clés :

- Serge HOUETO, Expert Comptable ;
- Alioune TOURE, Expert Comptable ;
- Mansour GAYE, Spécialiste Passation des Marchés

✓ **Ingénieurs :**

- Bassirou THIAM, Ingénieur Génie Electrique ;
- Matar TOURE, Ingénieur Génie Mécanique

PRINCIPALES ETAPES :

- a) Ordre de mission ;
- b) Prise de contact avec les autorités contractantes ;
- c) Formation coach de notre équipe ;
- d) Note d'orientation ;
- e) Rapports provisoires ;
- f) Rapports définitifs ;
- g) Synthèse de rapports définitifs.

2.3 DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

- Prise de connaissance de l'environnement des marchés publics ;
- Prise de contact avec l'Autorité contractante ;
- Collecte d'informations au niveau de l'Autorité contractante ;
- Comparaison des données collectées auprès des structures centrales avec celles issues des documents comptables ;
- Echantillonnage des marchés à auditer ;
- Revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
- Revue approfondie des marchés ;
- Etablissement du rapport provisoire à soumettre à l'autorité contractante et à l'ARMP ;
- Exploitation des commentaires reçus et rédaction du rapport définitif ;
- Organisation d'un atelier de restitution.

2.3.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES

Les documents suivants afférents à l'exécution financière ont été passés en revue, par l'entremise des éléments de la comptabilité de l'ASER :

- Paiements en hors TVA et TTC par Banque ou chèque du Trésor ;
- Règlement de la TVA avec vérification des preuves de reversement des précomptes au Trésor ;
- Constitution ou non des garanties de soumission et vérification de leurs mains levées ;
- Constitution ou non des garanties de bonne exécution et vérification de leurs mains levées ;
- Observation des retenues de garantie ;
- Application des pénalités de retard.

2.3.3. AUDIT TECHNIQUE

Tous les marchés sélectionnés ne pouvant pas faire l'objet d'un contrôle physique (nettoyage, désherbage, gardiennage, fournitures fongibles à consommation immédiate etc.), le Consultant procèdera à un deuxième échantillonnage de marchés devant être soumis à une vérification physique approfondie. A ce propos, l'audit de contrôle physique portera sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants, sans que cette énumération ne soit limitative :

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- La conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;

- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

Pour les marchés passés par entente directe, le consultant prendra les dispositions pour s'assurer le contrôle des prix de revient.

Dans ses recommandations, le Consultant donnera des indications claires sur les marchés dans lesquels il ya des indices des fraudes et de corruption afin de permettre à l'ARMP de poursuivre les investigations appropriées.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.4. CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1 ÉCHANTILLON POUR L'AUDIT DES ASPECTS LIES A LA PASSATION DES MARCHES

L'échantillon devra être composé comme suit :

- ✓ au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- ✓ au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- ✓ au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- ✓ 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2. ÉCHANTILLON POUR L'AUDIT TECHNIQUE

L'audit de contrôle physique portera sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

3. AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1. RAPPELS

3.1.1. REGLEMENTATION EN VIGUEUR

La réglementation applicable aux autorités contractantes au titre de leur gestion 2009 est celle en vigueur à cette date, notamment le Décret N° 1575 du 26 Février 2007 portant Code des Marchés Publics a apporté deux innovations majeures.

Au plan de la forme, la simplification de la rédaction du texte, l'ordre séquentiel des articles liés aux différentes étapes et la mise à disposition de documents types, ont contribué à l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics.

Au plan du fond, le nouveau Code a apporté des innovations se fondant sur l'articulation d'éléments juridico-institutionnels et d'outils opérationnels.

Il s'ajoute à ce dispositif, une harmonisation du nouveau texte par rapport aux Directives de l'UEMOA du 9 décembre 2005 relatives aux Marchés publics et aux Délégations de service public, sur les procédures de passation, d'exécution et de règlement (Directive N° 4) et sur le contrôle et la régulation (Directive N° 5).

Les modifications majeures sur la Loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, ont permis, entre autres, d'avancer vers la création d'une Autorité de régulation des marchés publics (article 30 nouveau du COA).

Les Décrets n° 1573 du 27 février 2007, n° 2007-546 du 25 Avril 2007 et 2007-547 ont défini les principes d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des marchés publics avec l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Par ailleurs, des Arrêtés, Circulaires et Décisions ont été pris, en application du code des marchés publics, pour donner des précisions sur les Cellules de passation des marchés, la Charte de transparence et d'éthique, les seuils requis pour les garanties de soumission et de bonne exécution, les seuils de contrôle à priori, les modèles types d'avis d'appel d'offres, etc.

3.1.2. PRINCIPES

La bonne gouvernance publique suppose, entre autres, la gestion transparente et rationnelle des ressources publiques. Les marchés publics qui mettent en jeu une part prépondérante des moyens budgétaires internes et externes doivent respecter ces exigences.

A cet effet, il s'impose d'assurer une réelle concurrence entre les prétendants à l'achat public.

Une charte d'éthique et de transparence des marchés publics est adoptée suivant décret n° 2005-576 du 22 juin 2005.

Cette charte qui est un document contractuel de marché, doit être signée par tout acteur impliqué dans la passation de marchés.

3.1.3. PROCEDURES

Détermination des besoins et planification

L'innovation majeure en la matière est l'obligation désormais faite aux services contractants d'élaborer et de publier périodiquement un plan de passation de marchés et un avis général de passation de marchés.

Cet outil qui permettra aux candidats potentiels de préparer des offres dans de meilleures conditions et à l'administration de faire jouer pleinement la concurrence, contribuera significativement à la promotion de la transparence notamment en rendant sans objet l'argument de l'urgence pour justifier le recours à la procédure de gré à gré. Son efficacité dépendra de la capacité des administrations à cerner leurs besoins en début de gestion.

Pour l'application de cette disposition :

- En début d'exercice, les autorités contractantes doivent désormais évaluer le montant total des marchés qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée et établir un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble de ces marchés et le communiquer à la Direction chargée du Contrôle des Marchés publics qui en assure la publicité.
- A l'exception des marchés considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige, les marchés passés par les autorités contractantes doivent avoir été préalablement inscrits dans ces plans de passation de marchés, à peine de nullité.
- Les projets de marchés figurant dans le plan de passation des marchés qui doivent donner lieu à une procédure d'appel d'offres comportant un appel public à la concurrence, devront faire l'objet de publication d'un avis général avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation.

Procédures spécifiques de passation de marchés

Dans une optique de renforcement de l'efficacité des approvisionnements de l'administration en biens courants, les marchés dits « à commandes » ont été prévus à côté des marchés dits « de clientèle » déjà définis dans le code de 2002. Cependant, les définitions de ces types de procédures ont été réajustées pour recouper leur véritable signification. Il en est de même pour les marchés à exécution par tranches qui permettent de choisir un cocontractant en l'absence de couverture financière complète et de suspendre l'exécution d'une ou de plusieurs fractions de l'objet du marché jusqu'à obtention des ressources manquantes. Ainsi :

- ❖ Lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou de services courants nécessaires à ses besoins, elle peut avoir recours :
 - à un marché à commande qui fixe le minimum et le maximum des fournitures ou prestations, arrêtées en valeur ou en quantité, susceptibles d'être commandées au cours d'une période déterminée n'excédant pas celle d'utilisation des crédits de paiement, les quantités des prestations ou fournitures à exécuter étant précisées, pour chaque commande, par l'autorité contractante en fonction des besoins à satisfaire ; ou
 - à un marché de clientèle par lequel l'autorité contractante s'engage à confier au prestataire ou au fournisseur retenu des commandes portant sur une catégorie déterminée de prestations ou fournitures sans indiquer la quantité ou la valeur globale des commandes ;

Les marchés de clientèle ou à commande sont conclus pour une durée égale à un an, renouvelable par avenant, sans pouvoir dépasser deux ans.

- ❖ Lorsque, pour des raisons économiques, techniques ou financières, le rythme ou l'étendue des besoins à satisfaire ne peuvent être entièrement arrêtés dans le marché, la personne publique peut passer un marché comportant une tranche ferme et une ou plusieurs tranches conditionnelles. Le marché définit la consistance, le prix ou ses modalités de détermination et les modalités d'exécution des prestations de chaque tranche qui doivent constituer un ensemble cohérent. L'exécution de chaque tranche conditionnelle est subordonnée à une décision de la personne responsable du marché, notifiée au titulaire dans les conditions fixées au marché.

Avenants aux marchés

Le changement introduit dans le CMP concerne l'interdiction de conclure un avenant sur un marché après la réception des fournitures, services ou travaux qui constituent son objet. Cette règle empêchera de contourner l'obligation de lancer un nouveau marché.

Le montant d'un avenant ne peut dépasser 30% du montant du marché initial.

Suppression de l'adjudication

L'appel d'offres est consacré mode de principe de passation des marchés. L'adjudication qui tenait cette place, n'était quasiment jamais utilisée. La raison à cela est que cette procédure ne recèle pas la rationalité souhaitée en matière notamment de sélection de l'offre la plus avantageuse pour l'administration sur la base de critères multiples comprenant, outre le prix, des caractéristiques liées à la qualité, aux performances ou aux coûts d'utilisation.

Appel d'offres restreint

L'appel d'offres restreint n'est plus lié à des considérations de montant ni de complexité des prestations et ne peut plus être utilisé qu'après avis de la DCMP, dans les cas suivants :

- les marchés pour lesquels, l'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles pour l'autorité contractante, n'est pas compatible avec les délais exigés par les procédures d'appel d'offres et, notamment, pour faire face à des situations d'urgence impérieuse relevant d'une catastrophe naturelle ou technologique ;
- les marchés qui ont donné lieu à un appel d'offres infructueux;
- les marchés de travaux, fournitures ou services qui ne sont exécutés qu'à titre de recherches, d'essais, d'expérimentation ou de mise au point ;
- les marchés que l'autorité contractante doit faire exécuter aux lieu et place des titulaires défaillants et à leurs frais et risques.

L'appel à manifestation d'intérêt n'est plus requis.

Procédures de gré à gré

Le projet réduit le recours à la procédure exceptionnelle de gré à gré ou d'entente directe aux seuls cas où un unique candidat peut être pressenti et lorsque le secret ou les mesures de sécurité requises par la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exigent. Les autres cas de gré à gré admis par la réglementation actuelle et pour lesquels il était obligatoire d'organiser une consultation écrite avant de choisir un candidat sont maintenant rangés dans les conditions de marchés par appel d'offres restreint.

Les cas de gré à gré sont désormais applicables dans les 3 cas suivants :

- pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige ;
 - pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
 - pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres que le marché complémentaire porte sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal.
- Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

Offres anormalement basses

La commission des marchés compétente peut désormais rejeter, par décision motivée, une offre qu'elle juge anormalement basse, si elle détermine que son montant ne correspond pas à une réalité économique par rapport à la prestation offerte, après avoir demandé au candidat toutes précisions utiles concernant en particulier les sous détails des prix.

Le candidat peut justifier son prix notamment du fait :

- de l'économie résultant des solutions ou procédés techniques adoptés ;
- des conditions exceptionnellement favorables dont dispose le candidat pour exécuter les travaux ou pour fournir les produits ou les services ;
- de la nécessité d'utiliser des ressources qui sinon resteraient inactives.

Les modalités de détermination d'une offre anormalement basse seront arrêtées par décret.

Publication des attributions et information des candidats

Dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution l'autorité contractante doit aviser immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restituer les garanties de soumission et publier un avis d'attribution provisoire dans les trois (3) jours ouvrables qui suivent celui de la décision de la commission des marchés ou l'avis de la DCMP. La publication de cet avis constitue le point de départ des recours des soumissionnaires sur l'attribution.

Dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché, l'autorité contractante doit publier un avis d'attribution définitive.

Les avis d'attribution sont publiés dans les mêmes conditions que les avis d'appel à la concurrence.

Encadrement de l'approbation des marchés

Le refus d'approbation d'un marché par les autorités chargées de l'approbation ne peut intervenir qu'en l'absence du document attestant de l'existence des crédits suffisants. Autrement, l'approbation du marché ne pourra être refusée que par une décision motivée, rendue dans les trente (30) jours de la transmission du dossier d'approbation et susceptible de recours devant le Comité de Règlement des Différends, par toute partie au contrat.

Garanties exigées des candidats et titulaires de marchés

Les termes « cautionnement provisoire » et « cautionnement définitif » sont remplacés par « garantie de soumission » et « garantie de bonne exécution » ;

Le montant de la garantie de soumission est maintenant compris entre 1 % et 3 % du montant estimatif du marché au lieu de 1 % à 5 % pour éviter qu'elle ne contribue à réduire le nombre des candidats et par voie de conséquence, fausser le jeu normal de la concurrence notamment pour les marchés de grande taille.

La garantie de bonne exécution et la retenue de garantie sont plafonnées chacune à un maximum de 5%. Dans un souci de protéger davantage l'administration contre les dérives de certains cocontractants, la possibilité de requérir un nouveau type de garantie plus sûre dénommée « garantie à première demande » est expressément prévue. En ce qui concerne les titulaires de marchés, ils peuvent choisir de la produire en lieu et place des précomptes qu'ils devraient subir sur les sommes qui leur sont dues à titre de paiement pour constituer la retenue de garantie exigible en cas de marché comportant un délai de garantie.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, une retenue correspondant au taux de la garantie de bonne exécution est prélevée sur chaque acompte et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou une caution.

Contrôle a priori de la passation des marchés

L'innovation dans ce domaine réside dans l'exercice du contrôle a priori par une structure administrative (la DCMP) distincte de celle chargée de la régulation, comme énoncé dans le COA.

La DCMP, suivant des seuils à fixer par le MEF et le PM, sera chargé de donner son avis sur dossiers d'appel à la concurrence et/ou les rapports d'évaluation et propositions d'attribution des marchés.

Les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis et rendre ses avis sont fixés par Décision de l'ARMP. En l'absence d'une réponse dans le délai imparti, l'avis de la DCMP est réputé favorable et la procédure de passation du marché peut se poursuivre.

Si l'autorité contractante passe outre à un avis défavorable ou à des réserves accompagnant un avis favorable de la DCMP sur un dossier d'appel à la concurrence, elle doit motiver sa décision par écrit et en rendre compte à l'autorité d'approbation du marché dont elle relève et en informer l'ARMP.

Si l'autorité contractante n'accepte pas les avis et recommandations qui, le cas échéant, auront été formulées par la DCMP concernant la possibilité d'utiliser une procédure autre que l'appel d'offres ouvert ou relatives à la proposition d'attribution du marché, elle ne peut poursuivre la procédure de passation qu'en saisissant le Comité de Règlement des Différends.

Contrôle a posteriori de la passation des marchés

L'ARMP assure, outre son rôle de conseil, un contrôle a posteriori du respect des règles nationales et de l'UEMOA relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics, délégations de service public et contrats de partenariat.

A ce titre, l'ARMP :

- commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés ;
- peut initier et procéder avec ses moyens propres ou faire procéder à tout moment à des contrôles externes ou enquêtes portant sur la transparence et les conditions de régularité des procédures d'élaboration et de passation ainsi que des conditions d'exécution des marchés publics ;
- rend compte à l'autorité contractante concernée, au Ministre du secteur concerné et au Ministre chargé des Finances, de la procédure suivie lors des contrôles et enquêtes, des anomalies relevées et propose le cas échéant des améliorations ;

- saisit les autorités compétentes au niveau national ou de l'UEMOA de toutes infractions ou irrégularités constatées au cours des enquêtes et contrôles effectués ;
- tient la liste des personnes physiques et morales exclues des procédures de passation ;
- rend compte des contrôles effectués dans un rapport annuel transmis au Président de la République, au Président de l'Assemblée Nationale, au Premier Ministre, au Ministre chargé des Finances et à la Cour des Comptes, qui donne ensuite lieu à publication.

Règlement des différends

❖ Recours au stade de la passation

Tout candidat à une procédure d'attribution d'un marché est habilité à saisir la personne responsable dudit marché d'un recours. Ce recours peut porter :

- sur la décision d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché ;
- les conditions de publication des avis ;
- les règles relatives à la participation des candidats et aux capacités et garanties exigées ;
- le mode de passation et la procédure de sélection retenue ;
- la conformité des documents d'appel d'offres à la réglementation ;
- les spécifications techniques retenues ; et,
- les critères d'évaluation.

Il doit invoquer une violation caractérisée de la réglementation des marchés publics. Il doit être exercé dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché, de l'avis d'appel d'offres ou de la communication du dossier d'appel d'offres.

La personne responsable du marché est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de cinq (5) jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux.

En l'absence de suite favorable de son recours gracieux le requérant dispose de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante ou de l'expiration du délai de cinq (5) jours mentionné ci-dessus pour présenter un recours au Comité de Règlement des Différends.

Si le Comité de Règlement des Différends, s'il juge le recours recevable, ordonne à l'autorité contractante de suspendre la procédure de passation du marché.

Toutefois ce recours n'est pas suspensif si l'autorité contractante certifie par notification écrite adressée au Comité de Règlement des Différends et à la Direction chargée du Contrôle des Marchés publics que l'attribution du marché doit être poursuivie immédiatement pour des raisons tenant à la protection des intérêts essentiels de l'Etat résultant de situations d'urgence impérieuse liées à une catastrophe naturelle ou technologique.

La décision du Comité de Règlement des Différends doit être rendue dans les sept (7) jours ouvrables à compter de la réception du recours, faute de quoi l'attribution du marché ne peut plus être suspendue. Elle est finale et immédiatement exécutoire par l'autorité contractante. Elle ne peut avoir pour effet que de corriger la violation alléguée ou d'empêcher que d'autres dommages soient causés aux intérêts concernés, ou de suspendre ou faire suspendre la décision litigieuse ou la procédure de passation.

Le candidat qui s'estimerait débouté à tort conserve ses droits à réclamer réparation du préjudice subi devant les juridictions compétentes. Ce dernier recours n'a cependant pas d'effet suspensif.

❖ **Règlement amiable dans le cadre de l'exécution des marchés**

En cas de différends relatifs à l'exécution des marchés publics l'autorité contractante ou le titulaire du marché peut recourir au Comité de Règlement des Différends. Dans ce cas le Comité a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable aux différends qui lui sont soumis.

La saisine peut être faite :

- soit par l'autorité contractante, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire du marché,
- soit par le titulaire, dès lors que la personne responsable du marché a rejeté une de ses demandes.

En cas d'accord des parties, la solution proposée par le Comité doit être appliquée immédiatement. En cas de désaccord, les parties peuvent saisir la juridiction compétente.

Le recours au Comité de Règlement des Différends n'a pas d'effet suspensif de l'exécution du marché.

❖ **Recours contentieux**

Les litiges relatifs aux marchés constituant des contrats administratifs sont soumis aux juridictions compétentes pour connaître du contentieux des contrats administratifs dans les conditions prévues par le Code des Obligations de l'Administration.

Les litiges relatifs aux marchés des Sociétés Nationales et Sociétés Anonymes à participation publique majoritaire sont soumis aux tribunaux de droit commun.

Ces litiges peuvent également être soumis à un tribunal arbitral dans les conditions prévues par l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif à l'arbitrage, à condition qu'une clause compromissoire conforme audit Acte soit expressément prévue par les cahiers des charges.

3.2. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1. RESPONSABILISATION DES MO ET MOD

Le Code des marchés publics désigne l'Autorité contractante pour chaque type de service maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué couvrant le champ d'application dans les domaines suivants :

- a) l'Etat, les collectivités locales, y compris leurs services décentralisés et les organisations ou agences non dotées de la personnalité morale, placées sous leur autorité ;
- b) les établissements publics ;
- c) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- d) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire régies par la loi n° 90-07 du 26 juin 1990 susvisée ;
- e) les associations formées par les personnes visées au paragraphe a) à d) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au présent décret, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du présent décret.

L'Autorité contractante a la responsabilité de la préparation, de la passation et de l'exécution des marchés dans son champ d'application.

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la CPM

L'article 35 du Code des Marchés publics dispose qu'au niveau de chaque autorité contractante, il est mis en place une cellule de passation des marchés, chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation de marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la commission des marchés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé des finances après avis de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics.

L'Arrêté N° 011586 du 28.12.2007 fixe les attributions de ces cellules qui devront contribuer à aider les autorités contractantes à assurer la conformité des procédures de passation de marchés et, de façon plus générale, la qualité des actes relatifs aux marchés publics. A ce titre, elles sont chargées, entres autres, de procéder à la revue préalable, pour le compte de l'autorité contractante, de tous les actes en matière de marchés publics qui lui sont soumis pour signature, d'assurer le secrétariat de la commission des marchés, d'identifier les besoins de formation en passation de marchés et, de centraliser, de consolider et de conserver les données sur les marchés. En particulier, elles procèdent à la consolidation des plans de passation et des avis généraux de passation de marchés.

En raison de leur implication permanente dans les activités de passation des marchés des autorités contractantes, les personnels des cellules de passation de marchés sont tenus d'attester par écrit de leur prise de connaissance des dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics.

Le nombre et la composition du personnel des cellules de passation des marchés est fonction de la spécificité et de la charge de travail de chaque autorité contractante. Dans tous les cas, ce personnel devra comprendre au moins une personne choisie en fonction de ses compétences particulières en matière de marchés publics.

3.2.1.2 Capacité de lancer des mises en concurrence

L'article 1 du Code des marchés publics fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les personnes morales ci-dessous indiquées, pour répondre à leurs besoins en matière de réalisation de travaux et d'achat de fournitures ou de services ainsi que la passation et le contrôle des contrats portant participation à l'exécution d'un service public.

3.2.2. EXERCICE DES CONTROLES

3.2.2.1 Rappels

Au sein de chaque autorité contractante l'organe de contrôle interne doit s'assurer de façon permanente du respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics.

Chaque commission des marchés établit avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève et de l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et, un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

3.2.2.2 Exercice des contrôles

Contrôle interne et a posteriori

Au sein de chaque autorité contractante l'organe de contrôle interne doit s'assurer de façon permanente du respect rigoureux des dispositions légales et réglementaires applicables aux marchés publics.

Chaque commission des marchés établit avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève et de l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente. Entre autres informations, ce rapport fournit la liste des entreprises défaillantes et précise la nature des manquements constatés et, un compte rendu détaillé des marchés passés par entente directe.

Contrôle externe et a posteriori

L'Organe chargé de Régulation des Marchés publics assure, outre son rôle de conseil, un contrôle à posteriori du respect des règles nationales et de l'UEMOA relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics, délégations de service public et contrats de partenariat.

A ce titre, l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics :

- commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés ;
- peut initier et procéder avec ses moyens propres ou faire procéder à tout moment à des contrôles externes ou enquêtes portant sur la transparence et les conditions de régularité des procédures d'élaboration et de passation ainsi que des conditions d'exécution des marchés publics ;
- rend compte à l'autorité contractante concernée, au Ministre du secteur concerné et au Ministre chargé des Finances, de la procédure suivie lors des contrôles et enquêtes, des anomalies relevées et propose le cas échéant des améliorations ;
- saisit les autorités compétentes au niveau national ou de l'UEMOA de toutes infractions ou irrégularités constatées au cours des enquêtes et contrôles effectués ;
- tient la liste des personnes physiques et morales exclues des procédures de passation ;
- rend compte des contrôles effectués dans un rapport annuel transmis au Président de la République, au Président de l'Assemblée Nationale, au Premier Ministre, au Ministre chargé des Finances et à la Cour des Comptes, qui donne ensuite lieu à publication.

3.2.2.3 FONCTIONNEMENT DES CSCM

La Décision N° 00552 du 9 Mars 2009 nomme les membres titulaires et suppléants de la Commission des Marchés.

Les fonctions financière, technique et approvisionnement-marchés y sont représentées, conformément à l'Arrêté MEF N° 11588 du 28.12.2007.

Le Contrôle financier et le Ministère de l'Agriculture y sont représentés.

Lors de la constitution de la Commission des marchés, la Cellule de passation des marchés n'était pas encore créée. Le Secrétariat de la Commission des Marchés était assuré par le Chef de la Division des Marchés et Commandes.

3.2.2.4 Rôle du Contrôleur financier

Le service du contrôle financier, rattaché au secrétariat général de la Présidence de la République, est dirigé par un fonctionnaire de la hiérarchie A, nommé par décret, qui prend le titre de contrôleur financier.

Le Contrôle Financier est rattaché depuis 2001 à la Primature. Il a pour vocation première d'examiner et de donner un avis sur les projets de lois, informer le Président de la République sur la gestion des finances publiques et éventuellement effectuer pour le compte de celui-ci des missions de contrôle.

Les pouvoirs du CF

Le contrôle financier peut soit viser le texte qui lui est soumis, soit le refuser en émettant un avis défavorable pour des motifs se rapportant à l'application des dispositions d'ordre financier, des lois et règlements ou à la régularité de l'exécution du budget. L'avis doit être motivé et donné dans un délai de huit jours à compter de la date à laquelle le projet lui a été communiqué. Il ne peut passer outre l'avis défavorable du contrôleur financier que sur décision du Président de la République ou du Premier Ministre.

Si le contrôleur financier relève dans les situations qui lui sont présentées des erreurs ou des irrégularités, il en rend compte immédiatement au Ministre des finances.

3.2.3. REGULATION

L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature, créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration. Elle est dotée de l'autonomie financière et de gestion.

L'ARMP a pour mission d'assurer la régulation du système de passation des marchés publics et des conventions de délégation de services publics. Cette mission de régulation a pour objet :

- d'émettre des avis, propositions ou recommandations dans le cadre de la définition des politiques et de l'assistance à l'élaboration de la réglementation ;
- de contribuer à l'information, à la formation de l'ensemble des acteurs de la commande publique, au développement du cadre professionnel et à l'évaluation des performances des acteurs du système de passation, d'exécution et de contrôle ;
- d'exécuter des enquêtes, de mettre en œuvre des procédures d'audits indépendants, de sanctionner les irrégularités constatées, de procéder au règlement non juridictionnel des litiges nés à l'occasion de la passation des marchés ;
- de rendre des avis dans le cadre du règlement amiable des litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés.

L'ARMP est composée de trois organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends et la Direction Générale.

Le Conseil de Régulation est un organe tripartite de neuf (09) membres représentant, sur une base paritaire, l'Administration publique, le Secteur privé et la Société civile. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'ARMP, définir et orienter sa politique générale et, évaluer sa gestion dans les limites fixées par ses missions organiques ou statutaires. Le Président du Conseil de Régulation est élu par ses membres parmi les représentants de l'Administration publique, pour la durée de son mandat (3ans renouvelable une fois).

La Direction Générale est assurée par un Directeur Général, recruté sur appel d'offres par le Conseil de Régulation. Le Directeur Général est chargé de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation à qui il rend compte de sa gestion.

Le Comité de Règlement des Différends est établi auprès de l'ARMP. Il siège, en fonction des faits dont il est saisi, soit sous la forme d'une Commission Litiges, soit en formation disciplinaire.

Le Comité est composé de membres issus du Conseil de régulation tel qu'il suit ;

- le président du Conseil de régulation ;
- un autre membre parmi les représentants de l'Administration;
- deux membres appartenant l'un au secteur privé et l'autre à la société civile, désignés par le Conseil de Régulation.

Dans tous les cas, au moins un des membres de l'Administration doit être un magistrat. La présidence du Comité est exercée de droit par le Président du Conseil de Régulation.

Le Comité de Règlement des Différends est chargé de :

- recevoir les dénonciations des irrégularités constatées par les parties intéressées ou celles connues de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution des marchés ; si ces faits caractérisent des violations de la réglementation relative à la passation des marchés publics, le Président du Comité saisit, soit la Commission Litiges, soit le Comité en formation disciplinaire, selon le cas ; si ces faits caractérisent des violations de la réglementation relative à l'exécution des marchés publics, il saisit le Comité en formation disciplinaire ; s'ils constituent une infraction pénale, il saisit les juridictions compétentes ;
- recevoir et enregistrer les recours exercés par les candidats et soumissionnaires aux marchés publics et délégations de service public relatifs à la procédure de passation des marchés, ainsi qu'à leur exécution.

La Commission Litiges a pour mission :

- de tenter de concilier les parties concernées et de statuer sur les irrégularités et violations des réglementations communautaires et nationales qu'elle constate ;
- d'ordonner toute mesure conservatoire, corrective, ou suspensive de l'exécution de la procédure de passation, l'attribution définitive du marché étant suspendue jusqu'au prononcé de la décision de la Commission ;
- de rendre des avis dans le cadre de la procédure de règlement amiable des litiges relatifs à l'exécution des marchés.

Les décisions de la Commission sont exécutoires et ont force contraignante sur les parties ; elles sont définitives, sauf en cas de recours devant une juridiction administrative ou judiciaire, ce recours n'ayant pas d'effet suspensif ; le Président du Conseil de Régulation peut également saisir la Commission à l'effet de statuer sur toute irrégularité de procédure dont l'ARMP aurait été saisie.

La Commission Litiges statue sur les litiges entre les organes de l'administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics dont le Comité a été saisi.

Le Comité de Règlement des différends statuant en formation disciplinaire a pour mission de prononcer des sanctions, sous la forme d'exclusions temporaires et de pénalités pécuniaires à l'encontre des soumissionnaires, candidats ou titulaires de marchés, en cas de violation de la réglementation afférente en matière de passation ou d'exécution des marchés.

Ces sanctions peuvent également être prononcées par la Commission Litiges statuant en matière de recours.

Le Comité de Règlement des Différends informe les autorités de tutelle compétentes ainsi que les autorités judiciaires des fautes commises par les agents de l'Etat à l'occasion de la passation ou de l'exécution des marchés.

4. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1. CONSTATS GENERAUX

4.1.1. CONSTAT DE CARENCE DOCUMENTAIRE

4.1.1.1 Carence documentaire concernant la passation

La lettre de notification écrite et le support de publication de l'avis d'attribution provisoire de l'Appel d'Offres International N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » n'ont pas été mis à notre disposition.

Les supports de publication de l'avis d'attribution définitive des Appels d'Offres ci-après n'ont pas été mis à notre disposition :

- Appel d'Offres International N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » ;

- Appel d'Offres International N° 04/AOI/06 « Fourniture et Pose de matériels pour installations intérieures et branchements basse tension et construction des niches de comptage destinées aux abonnés des Gestionnaires Délégués Transitoires (GDT) dans les localités électrifiées par l'ASER ».

Les documents (PV de réception) justifiant la réception provisoire ou définitive des travaux relatifs aux Appels d'Offres ci-après n'ont pas été mis à notre disposition :

- Appel d'Offres International N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » ;
- Appel d'Offres International N° 04/AOI/06 « Fourniture et Pose de matériels pour installations intérieures et branchements basse tension et construction des niches de comptage destinées aux abonnés des Gestionnaires Délégués Transitoires (GDT) dans les localités électrifiées par l'ASER » ;
- Appel d'Offres National N° 02/08/ASER/ETAT « Fourniture, Transport et Pose de matériels électrique de réseau MT/BT pour l'électrification de 100 villages ».

Les documents justifiant la réception des travaux relatifs aux DRP n'ont pas été mis à notre disposition.

4.1.1.2 Carence documentaire concernant l'exécution financière

Les documents justifiant la situation des paiements afférents aux Appels d'Offres ci-après n'ont pas été mis à notre disposition :

- Appel d'Offres International N° 04/AOI/06 « Fourniture et Pose de matériels pour installations intérieures et branchements basse tension et construction des niches de comptage destinées aux abonnés des Gestionnaires Délégués Transitoires (GDT) dans les localités électrifiées par l'ASER » ;
- Appel d'Offres National « N° 02/08/ASER/ETAT Fourniture, Transport et Pose de matériels électriques de réseau MT/BT pour l'électrification de 100 villages ».

Les documents justifiant la situation des paiements afférents aux DRP n'ont pas été mis à notre disposition.

4.1.2. FRACTIONNEMENTS POTENTIELS

4.1.2.1 Rappels

L'article 53 du décret portant Code des marchés publics définit les seuils de passation de marchés suivants.

Pour ce qui concerne les marchés de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics :

- a) 25.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- b) 15.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- c) 25.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Pour ce qui concerne les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale, mentionnés à l'article 2.1 c) :

- a. 50.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- b. 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- c. 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles

Les autorités contractantes ne peuvent en aucun cas fractionner les dépenses ou sous estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables en vertu du Code des marchés publics.

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils visés à l'article 53 font l'objet de demandes de renseignement et de prix.

4.1.2.2 Évaluation des fractionnements potentiels

L'examen des DRP fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des DRP différentes et dont le cumul des montants TTC atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres :

- Marché des Travaux de « Fourniture, transport et pose de matériels électriques de réseau pour l'électrification des villages », sur financement Etat, fractionné en seize (16) DRP pour un montant total de F.CFA 566 648 161. Par ailleurs, deux de ces DRP sont exactement identiques. En effet, elles portent sur les mêmes travaux pour le même village de Diémoul de la région de Thiès pour les mêmes montants (F.CFA 42 282 054 et F.CFA 42 254 052) avec une différence de F.CFA 28 002 et un même attributaire SLS (Socere Lambert Somec – Zone Industrielle Sud, Rocade Hann Bel Air, BP 3844, Dakar Sénégal) ;
- Marché des Travaux de « Fourniture, transport, montage et mise en service des réseaux pour l'électrification des villages », sur financement Etat, fractionné en neuf (9) DRP pour un montant total de F.CFA 226 832 803 ;

- Marché des Travaux de « Fourniture, transport et montage de matériels électriques de réseau BT pour l'électrification des villages », sur financement Etat, fractionné en deux (2) DRP pour un montant total de F.CFA 50 004 695 ;
- Marché de Fournitures de « Matériels et Consommables informatiques » fractionné en deux (2) DRP pour un montant total de F.CFA 55 623 337 ;
- Marché des Prestations Intellectuelles de « Etude d'exécution de réseaux électriques des villages », sur financement Etat, fractionné en cinq (5) DP pour un montant total de F.CFA 107 753 993 et dont quatre (4) DP attribuées au même prestataire BET Plus (Bureau d'Etudes Techniques Plus S.A. – Ouest Foire, Cité Air Afrique, Lot 10 en face lotissement CDE, Dakar, BP 8117, Tel : 33 820 85 25, Dakar Sénégal) ;

4.2. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.2.1. DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (DAO)

4.2.1.1. Rappels

L'appel d'offres est la procédure par laquelle une autorité contractante attribue le marché, après appel à la concurrence, au candidat réunissant les conditions de qualification qui remet l'offre conforme évaluée la moins disante, sur la base de critères quantifiés en termes monétaires préalablement portés à la connaissance des candidats, sans négociation.

L'appel d'offres peut être ouvert ou restreint. Il est dit ouvert lorsque tout candidat peut remettre une offre, et restreint lorsque seuls peuvent remettre une offre les candidats qui y ont été directement invités par l'Autorité Contractante.

L'appel d'offres ouvert peut comprendre une phase de pré-qualification.

L'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions stipulées au présent décret.

L'appel d'offres peut également être organisé en deux étapes, dans les conditions prévues par le présent décret, en vue dans un premier temps de préciser les critères ou les solutions techniques auxquels les offres devront répondre puis, dans un deuxième temps, d'attribuer le marché sur les bases retenues par l'autorité contractante

4.2.1.2 Constats

Le DAO portant sur l'Appel d'Offres International N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » n'a pas pris en compte la Déclaration de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics.

4.2.1.3 Commentaires

Cette pratique est contraire aux dispositions de l'article 45-e du décret n° 2007-545 du 25 Avril 2007 instituant le Code des Marchés Publics au Sénégal.

4.2.2. AVIS D'APPELS D'OFFRES (AAO)

4.2.2.1 Rappels

Tout appel d'offres ouvert est porté à la connaissance du public par la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans les conditions prévues à l'article 56 du décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** instituant le Code des Marchés Publics au Sénégal.

L'avis d'appel d'offres, établi conformément au modèle spécifié par Décision de l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics, fait connaître au moins :

- l'objet du marché ;
- le lieu et la date où l'on peut prendre connaissance des cahiers des charges ou les modalités d'obtention de ces documents ;
- le lieu et la date limite de réception des offres ;
- le délai pendant lequel les candidats restent engagés par leurs offres ;
- les justifications à produire concernant les qualités et capacités exigées des candidats ;
- le montant de la garantie de soumission à constituer ;

Des renseignements complémentaires peuvent être sollicités de la personne responsable du marché six jours ouvrables au plus tard avant la date limite de dépôt des offres. L'ensemble des candidats ayant retiré un dossier d'appel d'offres devront être destinataires des réponses de la personne responsable des marchés.

4.2.2.2 Constats

Rien à signaler.

4.2.2.3 Commentaires

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur les Avis d'Appel d'Offres de l'ASER au titre de la gestion 2009.

4.2.3. RECEPTION ET DEPOUILLEMENT DES OFFRES

4.2.3.1 Rappels

A l'expiration de la date et heure limites de dépôt des offres, la commission des marchés est chargée de procéder à l'ouverture des plis. Seuls peuvent être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et heure limites de dépôt des offres.

Les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés compétente à la date et à l'heure limites de dépôt des offres précisées dans le dossier d'appel d'offres ou à la date spécifiée en cas de report. Les plis reçus après le délai fixé doivent être renvoyés aux candidats sans avoir été ouverts.

Tous les candidats qui ont soumis des offres sont autorisés par l'autorité contractante à assister ou à se faire représenter à l'ouverture des plis. Les candidats ou leurs représentants qui sont présents signeront un registre attestant de leur présence. Les représentants des organismes de financement peuvent également assister à l'ouverture des plis ou se faire représenter. Cette faculté est mentionnée dans l'avis d'appel d'offres.

Le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de garantie financière, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'autorité contractante peut juger utile de faire connaître, sont lus à haute voix lors de l'ouverture des plis. Dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats.

4.2.3.2 Constats

Les PV d'ouvertures de plis relatifs aux Appel d'Offres ci-après n'ont pas été transmis aux soumissionnaires :

- Appel d'Offres N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » ;

- Appel d'Offres N° 04/AOI/06 « Fourniture et Pose de matériels pour installations intérieures et branchements basse tension et construction des niches de comptage destinées aux abonnés des Gestionnaires Délégués Transitoires (GDT) dans les localités électrifiées par l'ASER » ;
- Appel d'Offres N° 02/08/ASER/ETAT « Fourniture, Transport et Pose de matériels électriques de réseau MT/BT pour l'électrification de 100 villages ».

4.2.3.3 Commentaires

Cette pratique est une violation des dispositions de l'article 67.4 du décret n° 2007-545 du 25 Avril 2007 instituant le Code des Marchés Publics au Sénégal.

4.2.4. ÉVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1 Rappels

Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 du décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45 du même décret, et rejette les offres non recevables.

La commission détermine ensuite si les offres sont conformes aux conditions et spécifications des cahiers des charges.

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats et aucune modification des offres ou des prix ou des conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée. La commission peut toutefois corriger les erreurs purement arithmétiques découvertes au cours de l'examen des offres et peut demander aux candidats de préciser la teneur de leurs offres afin d'en faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison. Cette demande doit être faite par écrit dans le respect strict des cahiers des charges. La réponse doit également être adressée par écrit.

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007**, mentionnés dans le dossier d'appel d'offres. Elle propose à l'autorité contractante l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel d'offres.

4.2.4.2 Constats relatifs à l'évaluation

Le délai moyen observé pour l'évaluation des offres est anormalement long. Il est de 62 jours soit environ deux (2) mois. En effet, ce délai va de 29 à 113 jours pour les Appels d'Offres ci-après :

- AOO N° CER 02/AOI/08 « Mise en œuvre de la Concession d'Electrification Rurale de Louga – Kébémér – Linguère » : un délai de 29 jours soit presque 1 mois a été observé pour l'évaluation des offres ;
- AOO N° 04/AOI/06 « Fourniture et Pose de matériels pour installations intérieures et branchements basse tension et construction des niches de comptage destinées aux abonnés des Gestionnaires Délégués Transitoires (GDT) dans les localités électrifiées par l'ASER » : un délai de 113 jours soit 3 mois 20 jours a été observé pour l'évaluation des offres ;
- AOO N° 02/08/ASER/ETAT « Fourniture, Transport et Pose de matériels électriques de réseau MT/BT pour l'électrification de 100 villages » : un délai de 46 jours soit un mois et demi a été observé pour l'évaluation des offres.

4.2.4.3 Commentaires relatifs à l'évaluation

Ces pratiques sont contraires à la réglementation en vigueur.

4.2.4.4 Constats relatifs à l'Attribution

Rien à signaler.

4.2.4.5 Commentaires relatifs à l'Attribution

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'attribution des marchés de l'ASER au titre de la gestion 2009.

4.2.5. CAS PARTICULIERS DES MARCHES DE GRE A GRE

4.2.5.1 Rappels

Les marchés sont dits par "entente directe" lorsque l'autorité contractante engage directement les discussions qui lui paraissent utiles avec les candidats et attribue le marché au candidat qu'elle a retenu.

Le marché par entente directe ne peut être passé qu'avec des entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services qui acceptent de se soumettre à un contrôle spécifique des prix de revient durant l'exécution des prestations. Le marché précise les obligations de transmission d'informations financières et comptables auxquelles le titulaire du marché sera soumis en vue de permettre ce contrôle.

Il ne peut être passé des marchés par entente directe qu'après avis de la Direction chargée du Contrôle des Marchés publics dans les cas suivants :

- pour les marchés de travaux, fournitures ou services considérés comme secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité lorsque la protection de l'intérêt supérieur de l'Etat l'exige ;
- pour les marchés destinés à répondre à des besoins qui, pour des raisons tenant à la détention d'un droit d'exclusivité, ne peuvent être satisfaits que par un cocontractant déterminé ;
- pour des fournitures, services ou travaux qui complètent ceux ayant fait l'objet d'un premier marché exécuté par le même titulaire, à la condition que le marché initial ait été passé selon la procédure d'appel d'offres que le marché complémentaire porte sur des fournitures, services ou travaux qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue et extérieure aux parties, et que ces fournitures, services ou travaux ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne doit pas dépasser un tiers du montant du marché principal, avenants compris.

Les marchés passés par entente directe donnent lieu à un compte rendu détaillé dans le rapport annuel établi par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés Publics.

4.2.5.2 Constats

Rien à signaler.

4.2.5.3 Commentaires

L'ASER n'a pas passé de marchés par entente directe.

4.2.6. DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1 Rappels

Les délais de passation des marchés ne doivent pas avoir pour effet de perturber les économies tirées des marchés en induisant une actualisation des prix ou de provoquer des procédures sans suite.

4.2.6.2 Constats

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur les délais de passation des marchés de l'ASER au titre de la gestion 2009.

4.3. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX D'AUDIT DU VOLET FINANCIER

4.3 .1.1 Concernant l'engagement

L'engagement est défini par l'article 88 du décret 2003- 101- du 13 mars 2003 portant règlement sur la comptabilité publique. Comme étant "l'acte par lequel un agent de l'ordre administratif, habilité à cet effet, crée ou constate à l'encontre de l'Etat une obligation de laquelle résultera une charge".

L'engagement est donc le fait générateur de la dépense, c'est l'acte qui va rendre l'Etat débiteur.

L'engagement est pris par l'ordonnateur dans la limite des crédits disponibles. En effet, cet acte a non seulement un aspect juridique (naissance d'une obligation), mais aussi comptable :

- l'ordonnateur doit tenir à cet égard une comptabilité des dépenses engagées qui lui permet de connaître à tout moment le montant des crédits disponibles ;
- la proposition d'engagement se matérialise par l'établissement d'un bon d'engagement en triple exemplaires transmis à l'ordonnateur délégué, qui après visa va donner lieu à l'émission d'un titre de créance adressé au fournisseur et d'un titre de certification destiné à l'administrateur de crédits.

4.3 .1.2 Concernant le contrôle de la certification et du service fait

La règle du service fait est un véritable dispositif pour la sécurité des deniers publics. Elle veut que le paiement d'une dette à la charge de l'Etat n'intervienne qu'après exécution par ses partenaires du contrat qui les lie. En d'autres termes, ces derniers ne peuvent prétendre au paiement de leurs droits qu'après avoir rempli leurs obligations - livraisons des fournitures, réalisation des travaux, etc.

Les certifications du service fait, sont faites chaque fois par une commission désignée à cet effet, à la réception des prestations. Elles sont matérialisées par l'établissement d'un procès verbal daté et signé par tous les membres présents.

Il appartient dès lors à l'ordonnateur de vérifier l'existence du service fait. Il le fait lui-même ou par l'intermédiaire d'agents dûment désignés par lui. C'est ainsi qu'il peut s'assurer en recevant le procès verbal de réception que les fournitures ont été livrées.

4.3.1.3 CONCERNANT LA LIQUIDATION, LE MANDATEMENT ET LE PAIEMENT DES DEPENSES

Une créance ne peut faire l'objet de liquidation à la charge de la collectivité qu'après un engagement régulier sur des crédits disponibles.

La liquidation a pour objet de vérifier la réalité de la dette et d'arrêter le montant de la dépense. Elle n'intervient qu'après service fait. Vérifier la réalité de la dette consiste à s'assurer que les droits du créancier existent et qu'ils sont exigibles. Arrêter ces droits consiste à fixer le montant exact de sa créance à la date de la liquidation.

La liquidation ne peut donc être faite qu'au vu des titres ou de pièces offrant la preuve des droits acquis par le créancier.

Il faut préciser sur cette étape de la liquidation que, la responsabilité de l'ordonnateur en ce qui concerne la légalité, la régularité et l'exactitude des certifications qu'il délivre engage sa responsabilité personnelle.

Après l'engagement et la liquidation des droits du créancier, il reste le mandatement de la dépense pour permettre aux ayants droits d'entrer dans leurs fonds : c'est ce que l'on appelle également l'ordonnancement.

- **L'ordonnancement** ou le **mandatement** est l'acte administratif par lequel l'ordonnateur donne au comptable l'ordre de payer une créance liquidée à la charge de l'Etat ; il est matérialisé par l'établissement d'un mandat, transmis au comptable chargé du paiement avec toutes les justifications pour désintéresser le créancier.
- Le paiement des mandats incombe au comptable et constitue la dernière étape de la procédure d'exécution de la dépense.

Au préalable il doit effectuer un double contrôle : en sa qualité de payeur et plus tard au moment de désintéresser le créancier en sa qualité de caissier

Règlement ou paiement de la dépense

Il peut intervenir selon 3 modes : le paiement en espèces, le virement bancaire ou postal, et par mandat carte. On peut ajouter la compensation opposable au redevable du trésor. Le paiement est l'acte par lequel le comptable éteint la dette de l'Etat.

Le rôle du comptable en sa qualité de caissier apparaît et nécessite un contrôle avant remise des fonds selon le mode de règlement. Le règlement doit se faire au profit du véritable créancier pour que l'acquit soit libératoire.

4.3.2. CONSTATS D'AUDIT SUR LE VOLET EXECUTION FINANCIERE

4.3.2.1 Production et gestion des garanties contractuelles

Les garanties contractuelles ont été produites par les soumissionnaires et gérées par l'ASER conformément à réglementation en vigueur.

4.3.2.2 Constats d'audit - Engagement, liquidation et mandatement des dépenses

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'Engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses des travaux pour lesquels les documents justifiant la situation des paiements étaient mis à disposition.

4.3.2.3 Réceptions et paiement des prestations

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur les Réceptions et paiement des travaux pour lesquels les documents justifiant la situation des paiements étaient mis à disposition.

4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

L'audit physique fera l'objet d'un Rapport séparé.

5. RECOMMANDATIONS

5.1. RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1. RECOMMANDATION RELATIVE A L'ARCHIVAGE

Nous recommandons à l'ASER d'améliorer son dispositif de classement et d'archivage des dossiers de marchés en procédant au classement et à l'archivage systématique des documents afférents aux marchés.

5.1.2. RECOMMANDATION RELATIVE AUX RAPPORTS DES OBSERVATEURS INDEPENDANTS

Il n'y a pas eu d'observateurs indépendants ayant intervenu dans les procédures objet du présent Rapport.

5.1.3. RECOMMANDATION CONCERNANT LE DEROULEMENT DES AUDITS A POSTERIORI

La procédure d'audit des marchés publics de l'ASER n'a connu aucun obstacle en provenance de l'Autorité contractante.

5.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU FRACTIONNEMENT

La Cellule de passation des marchés doit consolider les besoins des différentes structures et les classer selon le principe d'unités fonctionnelles homogènes répartis en lots uniques et indivisibles permettant la passation des marchés de travaux, fournitures, services et prestations intellectuelles.

5.3. RECOMMANDATION RELATIVE A LA CAPACITE DE GESTION DU PROCESSUS DE PASSATION DES MARCHES

Les membres de la Commission des marchés doivent bénéficier d'une formation spécifique en Marchés publics.

Les Directeurs opérationnels ont les capacités professionnelles pour gérer les dossiers et procédures ; mais ils doivent recevoir une formation spécifique en marchés publics.

5.4. RECOMMANDATION RELATIVE A L'ATTRIBUTION DES MARCHES

Il est recommandé de ne pas soustraire un marché sur appel d'offres aux règles qui lui sont normalement applicables en passant des marchés sur DRP, en violation des articles 8, 53 et 54 du Code des marchés publics.

Il est recommandé de passer des marchés à commande ou de clientèle pour les fournitures et services comme les pièces de rechanges, les consommables informatiques, les locations, etc.

ANNEXE

ANNEXE I : Commentaires de l'ASER

I. Sur les limitations

1. Les documents justifiant les paiements relatifs à l'appel d'offres N° CER 02/AOI/08 relatif à la mise en œuvre de la concession d'Electrification Rurale de Louga-Linguère-Kébémér n'ont pas été mis à votre disposition car aucun paiement en ce qui concerne cet appel d'offres n'est encore effectué. Pour ce qui concerne l'appel d'offres relatif à la fourniture et pose de matériels pour installation intérieure et branchement basse tension dans les localités électrifiées par l'ASER, seules les avances de démarrage ont été payées et dont les justificatifs de paiements vous ont été fournis au cours de l'audit.

2. La situation des paiements des DRP vous a été présentée au cours de l'audit. Il convient de souligner que le rapport provisoire n'identifie pas les 17 DRP examinées sur la population des 33 DRP présentées par l'ASER, contrairement aux appels d'offres examinés. Aussi, les observations sur les DRP sont faites de manière non précise alors que plusieurs échanges ont eu lieu et différents justificatifs ont été apportés au cours de l'audit en ce qui les concerne.

3. La publication de l'avis d'attribution définitive de l'appel d'offres N° CER 02/AOI/08 relatif à la mise en œuvre de la concession d'Electrification Rurale de Louga-Linguère-Kébémér n'est pas requis car cet appel d'offres n'est pas soumis aux dispositions du NCMP comme indiqué ci-dessus. En ce qui concerne l'appel d'offre relatif à la fourniture et la pose d'installation intérieure, le support de publicité de l'avis d'attribution définitive a été présenté au cours de l'audit.

4. Il vous a été signalé au cours de l'audit que les travaux relatifs aux trois appels d'offres cités ne sont pas encore terminés, par conséquent aucun procès-verbal de réception ne peut être présenté.

II. Sur les réserves

Sur les marchés par Appel d'Offres

1. En ce qui concerne les délais de passation anormalement longs, il y a lieu de noter que la réglementation relative aux délais d'évaluation des offres n'est intervenue qu'à travers le décret n° 2011-04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret n° **2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés publics en son article 70.**

2. Il est indiqué que la commission des marchés relative à l'appel d'offres N° **CER 02/AOI/08** relatif à la mise en œuvre de la concession d'Electrification Rurale de Louga-Linguère-Kébémér n'est pas compétente. Aussi, il est signalé que le rapport de cette commission n'est pas membre de la cellule de passation des marchés. Il convient de préciser, comme annoncé ci-dessus, que cet appel d'offres conformément à l'article 151.2 du code des marchés publics (décret 2007-545) n'est pas soumis aux dispositions du NCMP en ce qui concerne la passation des marchés et que l'ancien code (décret 2002-550) dont il relève ne prévoit pas de cellule de passation des marchés.

3. La charte de transparence et d'Ethique apparaît dans le NCMP (décret 2007-545) et pas dans l'ancien code (décret n° 2002-550) dont relève l'appel d'offres N° CER 02/AOI/08.

4. Au cours de l'audit, il a été apporté les justificatifs quant à la composition de la commission des marchés de l'ASER. En effet, il a été indiqué que l'ASER dispose de deux directions techniques avec des activités différentes ce qui explique la représentation de ces deux directions au sein de la commission. Pour ce qui concerne l'absence dans la commission des marchés du Responsable des approvisionnements et marchés, il a été précisé que les activités de l'ASER ne permettent pas de prévoir dans son organigramme ledit Responsable. S'agira-t-il de recruter un responsable des approvisionnements et marchés aux fins de satisfaire uniquement les dispositions de cet article ?

5. Pour ce qui concerne la non instruction par la commission des marchés des demandes de proposition financées par l'Etat et des demandes de renseignements et de prix, il convient de rappeler qu'il s'agit de marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils et champs d'application des procédures décrits à l'article 53 du code des Marchés publics. La procédure de demande de renseignements et de prix a été appliquée conformément à l'article 77 du code des Marchés publics qui stipule que :

« L'autorité contractante peut ne pas recourir à une des procédures d'appel d'offres prévues par le Chapitre 4 du présent titre pour les fournitures ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du présent décret. La procédure de demande de renseignements et de prix doit alors être utilisée.

Dans ce cas, sous réserve de l'application d'autres procédures spécifiques ou de règles prévues par d'autres dispositions législatives ou réglementaires, l'autorité contractante :

- *choisit librement les modalités de publicité adaptées au montant et à la nature du marché ;*
- *sollicite simultanément par écrit des prix auprès d'au moins cinq entreprises en définissant la nature des prestations recherchées et en faisant référence à des normes dans la toute la mesure du possible ;*

- doit s'assurer que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ;
- attribue le marché au candidat présentant l'offre évaluée la moins disante et rédige un procès-verbal d'attribution.

Les marchés concernés donnent lieu à des contrats écrits de forme libre. Par dérogation, les commandes répondant à des conditions de montant et de nature spécifiées par Arrêté du Ministre chargé des Finances peuvent être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ».

Dans cet article, il est fait mention de l'autorité contractante et non de la commission des marchés compétente pour tous les marchés dont les montants sont supérieurs aux seuils définis à l'article 53 du code des Marchés publics.

6. L'observation concernant le secrétariat de la commission des marchés est déjà signalée au point 3 ci-dessus, les mêmes éléments de réponse annoncés au point 3 sont à considérer.

7. La non mise à disposition des justificatifs de paiement des DRP est déjà signalée au point 2 des limitations (partie I), les mêmes éléments de réponse annoncés sont à considérer.

8. L'ensemble des rapports trimestriels sur la passation des marchés accompagnés des lettres de transmission adressées à la DCMP et l'ARMP ont été mis à la disposition des auditeurs.

Sur les marchés de DRP

Il est signalé que les documents justifiant la réception des fournitures ou travaux n'ont pas été mis à disposition. Il convient de préciser qu'il a été indiqué au cours de l'audit que l'ensemble des DRP n'ont pas été exécutées à 100% mais pour ceux dont l'exécution est terminée, les justificatifs ont été fournis.

Au niveau du point 4.1.2.2 relatif à l'évaluation des fractionnements potentiels, il a été signalé « Deux DP sont exactement identiques. En effet, elles portent sur les mêmes travaux pour le même village de Diémoul de la région de Thiès pour les mêmes montants (F.CFA 42 282 054 et F.CFA 42 254 052) ».

Il convient tout de même de préciser qu'il s'agit de travaux différents correspondant à la fourniture et la pose de matériels de réseau Moyenne Tension pour un montant de 42 282 054 et fourniture et la pose de matériels de réseau Basse tension et poste transformateur H61 pour un montant de 42 254 052.

ANNEXE II : Nos observations

I. Sur les limitations

1. Pour ce qui est de l'appel d'offres N° CER 02/AOI/08 relatif à la mise en œuvre de la concession d'Electrification Rurale de Louga-Linguère-Kébémér, le courrier N° 04995/MEF/DGF/DDI du 07/10/2010 de la Direction de la Dette et de l'Investissement (DDI) adressé au Bureau Régional de la BAD pour une demande de règlement de la première tranche de 30% comme une avance sur subvention suivant la facture COMASEL (Compagnie Marocco-Sénégalaise d'Electricité) n° F/00001/LG/2010 du 05/07/2010 pour un montant de F.CFA 2 140 280 628 a été mis à notre disposition.

Cependant, concernant l'appel d'offres relatif à la fourniture et pose de matériels pour installation intérieure et branchement basse tension dans les localités électrifiées par l'ASER, nous estimons que les travaux doivent être terminés pour donner lieu à des paiements car le marché a été approuvé depuis le 20/11/2010 par le DG de l'ASER.

2. Nous précisons que les DRP examinées sont bien identifiées dans la « LISTE DES CONTRATS DE L'ASER POUR L'EXERCICE 2009 » que vous détenez une copie. Cependant, nous vous fournissons ci-après le détail de ces DRP examinées selon cette liste :

Objet du marché	Montant	Etat d'avancement
Fourniture, transport et pose de matériels électriques de réseau pour l'électrification du village de Darou Miname Bogo (Diourbel)	39 998 700	Travaux en cours
Fourniture, transport, montage et mise en service de matériels électriques de réseau BT pour l'électrification du village Waladé (St Louis)	32 160 375	Travaux terminés et en service
Fourniture, transport et pose de matériel du réseau MT, BT et Poste H61 pour l'électrification du village de Touba Madina (Kaolack)	38 977 620	Travaux terminés et en service
Fourniture, transport et pose de matériel pour les travaux	33 959 757	Travaux en cours
Fourniture, transport et pose de matériel de réseau MT pour l'électrification du village de Mbobo (Fatick)	42 359 960	Travaux terminés et en service
Fourniture, transport et pose de matériels de réseau MT pour l'électrification du village de Ndiassane Saloum 1 (Fatick)	40 956 810	
Fourniture, transport, montage et mise en service de matériel des réseaux MT, BT et poste H61 pour l'électrification du village de Gad Mbarmal ()	31 461 050	
Fourniture, transport et pose de matériels électriques de réseau BT et Poste H61 pour l'électrification du village de Diémoul (Thiès)	42 282 054	Travaux en cours
Fourniture, transport et pose de matériels électriques de la ligne BT et du poste H61 pour l'électrification du village de Ndiassane Saloum 2 (Fatick)	41 248 600	Travaux en cours
Fourniture, transport et pose de matériels électriques de réseau BT et Poste H61 pour l'électrification du village de Diémoul (Thiès)	42 254 052	Travaux en cours
Fourniture, transport et pose de matériels électriques du réseau pour l'électrification du village de Ndamé Gott (Louga)	39 368 664	Travaux terminés et en service

Fourniture, transport et pose de matériels électriques de réseau BT et Poste H61 pour l'électrification du village de Niary Dakhar (Louga)	35 316 575	Travaux en cours
Fourniture, transport et pose de matériel du réseau électrique pour l'électrification du village de Thiamène (Diourbel)	41 385 599	
Fourniture, transport et pose de matériel du réseau électrique pour l'électrification du village de Ngakham (Thiès)	41 585 801	Travaux en cours
Fourniture, transport et pose de matériels du réseau électrique pour l'électrification de Santhialy	42 243 950	Travaux terminés et en attente de réception
Acquisition de matériel informatique destiné à la mise en place d'un point d'accès internet sécurisé et d'une messagerie à l'ASER	28 966 751	Réceptionné
Fourniture de consommable informatique	26 656 586	Fourniture livrée
TOTAL	641 182 904	

Les observations sur les DRP sont communes à ces DRP et ont été faites de manière précise dans la section II. RESERVES ci-dessous portant sur les Marchés par DRP.

3. Nous estimons que l'appel d'offres N° CER 02/AOI/08 relatif à la mise en œuvre de la concession d'Electrification Rurale de Louga-Linguère-Kébémér est bien soumis aux dispositions du NCMP, car le marché relatif à cet appel d'offres a été approuvé le 19 novembre 2009 par le DG de l'ASER et l'avis d'appel d'offres a été remis le 14 aout 2008 aux deux candidats présélectionnés à savoir *Groupement EDF/TED/MATFORCE CSI* et *OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE AU MAROC (ONE)*.

Par ailleurs, nous précisons que les avis de présélection ont été publiés en décembre 2006 et les avis de relance de présélection ont été publiés en juin 2007.

4. Les commentaires fournis par l'ASER sont recevables, par conséquent ce point est retiré du rapport.

II. Sur les réserves

Sur les marchés par Appel d'Offres

1. Commentaires à apprécier.
2. Les commentaires fournis par l'ASER sont recevables, par conséquent ce point est retiré du rapport.
3. Les commentaires fournis par l'ASER sont recevables, par conséquent ce point est retiré du rapport.
4. Commentaires à apprécier.
5. Commentaires à apprécier.
6. Les commentaires fournis par l'ASER sont recevables, par conséquent ce point est retiré du rapport.
7. Les commentaires fournis par l'ASER sont recevables, par conséquent ce point est retiré du rapport.
8. Nous n'avons pas eu connaissance de ces documents.

Sur les marchés de DRP

Les commentaires fournis par l'ASER sont recevables, par conséquent ce point est retiré du rapport.

ANNEXE 7

QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE

DES OPERATIONS DE PASSATION DE MARCHES

Nom de l'Autorité Contractante : Agence Sénégalaise de l'Electrification Rurale (ASER)

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2009		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	3	10 093 141 110	3	10 093 141 110
Appel d'offres restreint (AOR)	0	0	0	0
Prestations intellectuelles (PI)	6	750 955 647	3	687 540 647
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	33	928 737 053	17	641 182 904
Entente directe (ED)	0	0	0	0
TOTAL	42	11 772 833 810	23	11 421 864 661
			55% du total	97% du total

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation ¹
1.	Plan de passation de marchés	Le plan de passation de marchés consolide les marchés de toutes les composantes de l'ASER. Par ailleurs, nous n'avons pas identifié des marchés passés au titre de la gestion budgétaire de 2009 et non inscrits dans le PPM.	2
2.	Avis général de passation de marchés	L'avis général de passation de marchés permet d'identifier de façon précise les marchés à passer au titre de la gestion budgétaire 2009. Cependant, contrairement aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 du CMP, l'Avis Général de Passation des Marchés a été publié le 05/03/2009, hors délai réglementaire. Le délai réglementaire étant le 31 janvier.	3
3.	Demande de Renseignements de Prix (DRP)	Les listes restreintes établies dans le cadre de DRP ne sont pas suffisamment diversifiées. En effet, certains candidats ont été présélectionnés au moins sept (7) fois sur les 33 DRP. La publication des avis d'attributions des DRP n'est pas obligatoire. Toutefois, l'ASER s'est soustraite de son obligation d'informer les soumissionnaires non retenus en violation des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009. L'examen des DRP fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des Demandes de renseignements et de prix différents dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres, ce qui correspondrait à des fractionnements de marchés.	4
4.	Délais de passation des marchés	Les délais moyens de passation ont été anormalement longs. Ils ont été en moyenne de 62 jours, soit environ deux (2) mois. En effet, ces délais varient de 29 à 113 jours pour l'ensemble des Appels d'Offres examinés.	4

¹ Notes de 1 à 5 : 1 = Performance très satisfaisante ; 2 = Performance assez satisfaisante ; 3 = performance moyenne (risque moyen) ; 4 = Performance insuffisante ; 5 = Performance non satisfaisante (haut risque) ; Seules les lignes obligatoires dans le processus de passation du marché examiné seront notées ;

5.	Procès verbaux d'ouverture de plis	Les procès verbaux d'ouvertures de plis n'ont pas été systématiquement communiqués aux soumissionnaires.	3
6.	Publications des attributions	Les publications d'attributions ont été systématiques et faites conformément au Code des marchés.	2
7.	Recours	La procédure de passation des marchés examinés n'a pas fait l'objet de recours.	2
8.	Gestion des marchés	En raison des violations mentionnées ci-avant, la gestion des marchés n'a pas été globalement satisfaisante.	4
9.	Archivage des dossiers	L'ASER dispose d'un dispositif de classement et d'archivage des dossiers de marchés. En effet, les dossiers sont classés et archivés par marché.	2
10.	Violations de la réglementation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Contrairement aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 du CMP, l'Avis Général de Passation des Marchés a été publié le 05/03/2009, hors délai réglementaire. Le délai réglementaire étant le 31 janvier. 2. Les listes restreintes établies dans le cadre de DRP ne sont pas suffisamment diversifiées. En effet, certains candidats ont été présélectionnés au moins sept (7) fois sur les 33 DRP. 3. La publication des avis d'attributions des DRP n'est pas obligatoire. Toutefois, l'ASER s'est soustraite de son obligation d'informer les soumissionnaires non retenus en violation des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009. 4. L'examen des DRP fait apparaître clairement des dépenses de même nature qui ont été mises dans des Demandes de renseignements et de prix différents dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres, ce qui correspondrait à des fractionnements de marchés. 	4
11.	Conclusion	A notre avis, l'ASER ne s'est pas conformé au titre de l'exercice budgétaire 2009, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés en matière de qualité, de transparence et d'efficacité des opérations de passation de marchés.	Note moyenne 3

ANNEXE 8

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Nom de l'Autorité Contractante : Agence Sénégalaise de l'Electrification Rurale (ASER)

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation ²
1.	Commission des Marchés	<p>L'ASER a été représentée par cinq (5) membres au lieu des quatre (4) prévus par les dispositions de l'article 2.d de l'arrêté MEF n°011588 du 28/12/2007. Les services techniques auraient dû être représentés par un seul responsable et un suppléant, même s'ils sont de Directions techniques différentes. Contrairement à l'article 6 dudit arrêté, l'acte de nomination des membres de la Commission de marchés n'a été communiqué que le 10/02/2009 à la DCMP, par Lettre n° 09_131/AD/nrd du 10/02/2009, au lieu du 05/01/2009, délai réglementaire. La lettre de transmission de l'acte de nomination à l'ARMP n'a pas été mise à notre disposition.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 141 du CMP, la Commission des Marchés a établi le 19 Mars 2010 un Rapport annuel. Cependant, la lettre de transmission de ce rapport annuel à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été mise à notre disposition. Par ailleurs, aux termes de ce Rapport, la Commission des Marchés n'a pas instruit les Demandes de propositions financées par l'Etat et les Demandes de renseignements et de prix alors qu'il apparaît clairement que des dépenses de même nature ont été mises dans des demandes de renseignements et de prix différentes dont le cumul atteindrait les seuils exigés pour les Appels d'Offres.</p>	4
2.	Cellule de passation des marchés	<p>Contrairement à l'article premier de l'arrêté MEF N°11586 du 28/12/2007, la Cellule n'a pas établi de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la DCMP et à l'ARMP.</p> <p>L'ASER dispose d'un dispositif de classement et d'archivage des dossiers de marchés. En effet, les dossiers de marchés sont classés et archivés en fonction des types de marchés dans des classeurs ouverts à cet effet.</p> <p>Cependant, l'archivage des documents de marchés par la cellule n'est pas effectif et exhaustif. En effet, la situation des paiements afférents aux DRP et à certains Appels d'Offres ainsi que les documents justifiant la réception des biens, fournitures ou travaux n'ont pas été mis à disposition.</p>	3
3.	Capacités en matière de passation de marchés	<p>Les membres de la Commission des marchés n'ont pas bénéficié beaucoup de formations spécifiques en Marchés publics. Toutefois, les dossiers sont gérés grâce à leurs profils adéquats et leurs grandes expériences acquises.</p> <p>Le responsable de la Cellule de passation des marchés a bénéficié des formations spécifiques sur l'ensemble des modules en Marchés publics.</p> <p>Les Directeurs opérationnels ont les capacités professionnelles pour gérer les dossiers et procédures de marchés publics.</p>	2
4.	Conclusion	A notre avis, l'ASER ne s'est pas conformé au titre de l'exercice budgétaire 2009, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés en matière d'organisation institutionnelle.	Note moyenne 3

² Notes de 1 à 5 : 1 = Performance très satisfaisante ; 2 = Performance assez satisfaisante ; 3 = performance moyenne (risque moyen) ; 4 = Performance insuffisante ; 5 = Performance non satisfaisante (haut risque) ; Seules les lignes obligatoires dans le processus de passation du marché examiné seront notées ;